

UNE EUROPE SÛRE

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2022**



Banque européenne
d'investissement

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

UNE EUROPE SÛRE

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2022**



**Banque européenne
d'investissement**

Rapport d'activité 2022 de la Banque européenne d'investissement

© Banque européenne d'investissement, 2023.

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

info@eib.org

www.eib.org

twitter.com/eib

facebook.com/europeaninvestmentbank

youtube.com/eibtheeubank

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante :

publications@eib.org.

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org.

Vous pouvez également écrire à l'adresse info@eib.org.

Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse www.eib.org/sign-up

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier FSC®.

QUE CONTIENT LE PRÉSENT RAPPORT ?

Juste au moment où le monde commençait à tourner la page de la pandémie de COVID-19, une nouvelle crise a éclaté aux portes de l'Europe : la guerre. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une énorme crise humanitaire qui a forcé des millions de femmes et d'enfants ukrainiens à fuir leur foyer et à chercher refuge dans **une Europe sûre**.

La guerre en Ukraine et la grave détérioration des relations avec la Russie, principal fournisseur d'énergie de l'Europe, ont été un signal d'alarme. Conséquence de sa dépendance excessive à l'égard d'une puissance étrangère pour un bien aussi vital, l'Union européenne est aujourd'hui directement aux prises avec les dangers qui mettent en péril sa **sécurité énergétique** et les menaces qui pèsent sur son **autonomie**.

Dans d'autres parties du monde, la guerre a entraîné une flambée des prix des produits alimentaires, soulignant l'importance d'établir des **relations à l'échelle mondiale**.

Pendant ce temps, le compte à rebours pour éviter une catastrophe climatique continue.

Ce rapport montre comment la Banque européenne d'investissement a su relever les défis en 2022.

Il met en avant les efforts que nous déployons pour reconstruire les villes et localités ukrainiennes endommagées et le soutien que nous apportons aux réfugiés, ou encore notre engagement indéfectible à lutter contre la menace que les changements climatiques font peser sur l'ensemble de la planète. Il illustre la manière dont notre soutien à l'efficacité énergétique et à l'électricité d'origine renouvelable fait partie intégrante de la solution pour répondre aux besoins de l'Union européenne en matière de sécurité énergétique et à ses objectifs en matière de climat. Il explique également de quelle façon notre appui à **l'innovation** et aux technologies révolutionnaires confère des avantages tangibles pour soutenir la compétitivité économique de l'Europe, ses objectifs climatiques et son **autonomie**. Par ailleurs, il met en évidence la contribution de BEI Monde, notre nouvelle branche internationale spécialisée dans le développement, à l'amélioration du bien-être partout dans le monde.

Ce rapport relate le contexte dans lequel ces investissements sont mis en œuvre, en partant de la réflexion stratégique de l'avant-propos du président jusqu'aux données sur les prêts et les emprunts de la Banque, en passant par un aperçu de l'année à venir dans les grandes lignes du Plan d'activité du Groupe.

En tant qu'institution financière prônant le multilatéralisme et les partenariats, notre ambition est d'aider à construire des lendemains meilleurs en investissant dans l'avenir dès aujourd'hui. Ce rapport montre comment nous nous y prenons.

TABLE DES MATIÈRES

3	QUE CONTIENT LE PRÉSENT RAPPORT ?
6	AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT
8	FAITS MARQUANTS DE 2022 ACTIVITÉ DE PRÊT ET DONNÉES SUR L'IMPACT
10	LA BEI DANS VOTRE PAYS ACTIVITÉ DE PRÊT PAR PAYS
12	LA BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE ACTIVITÉ DE PRÊT HORS UNION EUROPÉENNE
14	SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE
16	UKRAINE : UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE
18	UKRAINE : AUCUN AUTRE DRAPEAU NE FLOTTERA ICI
19	POLOGNE : LES BESOINS DES RÉFUGIÉS
20	EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : RENFORCER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, BRIQUE APRÈS BRIQUE
21	LOGEMENTS SOCIAUX ÉCONOMES EN ÉNERGIE : EN PHASE AVEC LES ENJEUX DU MOMENT
22	ÉNERGIES RENOUVELABLES : REMORQUER DES ÉOLIENNES EN MER
25	ÉNERGIES RENOUVELABLES : DÉCUPLER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE
26	HYDROGÈNE : LES CARBURANTS DE DEMAIN
27	CHYPRE : LE PAYS MISE SUR LE VERT ET LE LOCAL
28	ITALIE : LE DERNIER KILOMÈTRE VERT
30	INNOVATION ET AUTONOMIE
32	AGRICULTURE : DES BETTERAVES EN PLEINE FORME
34	AGRICULTURE : DU CAPITAL-RISQUE POUR LE DÎNER, ÇA VOUS TENTE ?
35	ROBOTIQUE : LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ROBOTS LIVREURS
36	ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : DES CHEFS DE FILE DE L'INTERNET DES OBJETS
37	SCIENCES DE LA VIE : DES MÉDICAMENTS POUR TUER LE CANCER
38	ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : L'AVENIR NE SERA PAS BINAIRE
40	INVESTISSEMENT D'IMPACT : À LA RECHERCHE DU SENS PERDU
42	SCIENCES DE LA VIE : DES CELLULES POUR GUÉRIR L'INCONTINENCE
44	RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE
46	PALESTINE : HARMONISER LA MICROFINANCE
48	BRÉSIL : DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LES FEMMES
49	BÉNIN : DE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR LES ZONES RURALES
50	SÉNÉGAL : LE CONFORT, C'EST AVOIR L'EAU COURANTE
52	INDE : DES GRAINS DE RIZ DURABLES
54	BANGLADESH : DES HÔPITAUX FLOTTANTS EN EAUX NOUVELLES
56	FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EMPRUNT
58	GOVERNANCE ET PLAN D'ACTIVITÉ DU GROUPE

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

En 2022, la Banque européenne d'investissement (BEI) a fait partie intégrante de la réponse de l'Union européenne (UE) aux nombreux défis apparus au cours de l'année, de la terrible invasion de l'Ukraine à la crise énergétique provoquée par le conflit.

Le Groupe BEI – composé de la Banque et de sa filiale spécialisée dans les petites entreprises, le Fonds européen d'investissement – a signé des contrats de financement pour un montant total de 72,5 milliards d'euros en 2022. Chaque euro a été consacré à la promotion de la durabilité et de la résilience en Europe et au-delà. Nous avons tenu nos promesses. Nous avons dépassé nos objectifs. Nous avons changé le cours des choses.

Car ce volume de financement énorme s'accompagne d'un impact réel et tangible.

En Suède, nous soutenons la mise au point de biomédicaments de nouvelle génération contre le cancer. En Finlande, nous avons appuyé le développement et la commercialisation d'ordinateurs quantiques. En Espagne, nous aidons à transformer des huiles de cuisson usagées en énergie propre et à exploiter l'énergie solaire pour produire de l'hydrogène vert. Il existe de nombreux autres projets de ce type. Vous en découvrirez quelques-uns dans ce rapport.

Produire des résultats tangibles et combler les déficits d'investissement

La crise énergétique a épuisé les budgets d'investissement des États et des entreprises. Elle frappe à un moment où nous devrions investir davantage pour lutter contre les changements climatiques et pour nous sevrer du pétrole et du gaz russes. Les déficits chroniques d'investissement risquent de s'aggraver encore davantage. Si nous n'y remédions pas, l'Europe sera moins compétitive et moins attrayante pour les entreprises.

Les événements de 2022 prouvent que la décarbonation est la seule voie fiable vers une énergie sûre et abordable pour les Européens. C'est pourquoi une action vigoureuse de notre part est si importante. Nous avons donc redoublé d'efforts pour soutenir une transition verte et innovante.

Le chantage exercé par la Russie sur les approvisionnements en gaz a montré que la Banque européenne d'investissement avait raison de cesser de financer les infrastructures faisant appel aux combustibles fossiles et de mettre l'accent sur les énergies propres. À présent, il est clair pour tout le monde que l'avenir réside dans des énergies plus propres et plus durables.

En 2022, nos financements à l'appui des énergies propres ont atteint un montant record de 19,4 milliards d'euros. Pour renforcer la sécurité énergétique, nous avons soutenu la modernisation du réseau électrique tchèque. Nous avons accéléré l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau énergétique polonais. En France, nous avons financé des parcs éoliens flottants – une technologie qui nous permet de déplacer la production d'énergie propre en eaux profondes. Nos financements contribueront à la construction d'un câble de 1 000 kilomètres de long reliant au réseau italien des centrales à énergie renouvelable installées en Sicile et en Sardaigne. Grâce à notre dispositif de soutien au plan REPowerEU, nous allons mettre 30 milliards d'euros supplémentaires à disposition sous la forme de prêts destinés au secteur de l'énergie et de financements en fonds propres à l'appui de projets énergétiques à fort impact au cours des cinq prochaines années (en plus de nos prêts habituels). Les 36,5 milliards d'euros que nous avons prêtés à l'appui de l'action climatique et de l'environnement en 2022 ont permis de mobiliser 147 milliards d'euros d'investissements verts d'autres sources. Nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif de mobilisation de 1 000 milliards d'euros pour notre planète au cours de cette décennie.



“ Les événements de 2022 prouvent que la décarbonation est la seule voie fiable vers une énergie sûre et abordable pour les Européens. C’est pourquoi une action vigoureuse de notre part est si importante. Nous avons donc redoublé d’efforts pour soutenir une transition verte et innovante. ”

Une réponse immédiate

C’est ainsi que nous répondons au défi de long terme que représentent les changements climatiques. Notre riposte à la menace immédiate posée par l’invasion de l’Ukraine a été une autre réussite majeure en 2022. Grâce au soutien budgétaire de l’UE, nous avons apporté notre aide à l’État ukrainien dans les semaines qui ont suivi l’invasion. Nous avons décaissé 1,7 milliard d’euros en faveur de l’Ukraine dans des circonstances très difficiles. Les 540 millions d’euros restants seront versés à mesure que des projets concrets progresseront sur le terrain. Notre objectif est de faire en sorte que l’économie ukrainienne reste à flot, afin qu’elle puisse soutenir elle-même une grande partie de l’effort de reconstruction du pays.

Un autre fait marquant de 2022 a été la création de BEI Monde, notre branche dédiée aux activités de développement et de partenariat de l’Union européenne. Au cours de sa première année d’activité, outre son soutien à l’Ukraine, BEI Monde a signé de nouveaux financements pour 9,1 milliards d’euros. Au nombre des projets financés, on citera des centrales solaires au Brésil, la poursuite du soutien aux initiatives de vaccination partout dans le monde et le financement, en Jordanie, de l’une des plus grandes usines de dessalement au monde, un projet de grande envergure visant à garantir à la population du pays un accès à une eau propre et abondante.

Les interventions de BEI Monde mettent en évidence la manière dont nous faisons progresser les politiques et les valeurs de l’UE dans le monde entier. Nous forgeons de nouveaux partenariats. Nous construisons de nouvelles alliances durables tout autour de la planète. Je suis fier que BEI Monde nous permette de contribuer activement à la prospérité mondiale sous la bannière de l’Union européenne.

La Banque européenne d’investissement a réagi avec force à une année sous haute tension. Nous avons fait preuve de résilience et de créativité. Mais nous savons que notre travail ne s’arrête pas là. Nous devons continuellement améliorer nos performances et rechercher des moyens nouveaux et meilleurs de l’accomplir. Ce rapport est un compte rendu d’une étape essentielle dans ce parcours.

Werner Hoyer

FAITS MARQUANTS DE 2022

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT L'ACTIVITÉ EN 2022

PROJETS APPROUVÉS	75,9 Mrd EUR
Union européenne	63,5 Mrd EUR
SIGNATURES	65,1 Mrd EUR
Union européenne	56 Mrd EUR
DÉCAISSEMENTS	54,3 Mrd EUR
Union européenne	47,4 Mrd EUR
RESSOURCES COLLECTÉES	44,3 Mrd EUR
(AVANT CONTRATS D'ÉCHANGE)	
Monnaies principales (EUR, USD)	37,2 Mrd EUR
Autres monnaies	7,1 Mrd EUR

L'ACTIVITÉ DE BEI MONDE EN 2022

PROJETS APPROUVÉS	12,4 Mrd EUR
TOTAL DES FINANCEMENTS	10,8 Mrd EUR*
DÉCAISSEMENTS	6,6 Mrd EUR

* Le total des financements comprend 1,7 milliard d'euros réaffectés en Ukraine en réponse à la guerre menée par la Russie.

Le Fonds européen d'investissement (FEI), qui fait partie du Groupe BEI, est spécialisé dans le capital-risque à l'appui des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. Il encourage la croissance et l'innovation en Europe. Le FEI met à disposition des financements et son savoir-faire pour des opérations d'investissement et de garantie solides et viables. Il a pour actionnaires la BEI, la Commission européenne, ainsi que des banques et établissements financiers publics et privés.

FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT L'ACTIVITÉ EN 2022

SIGNATURES	9,18 Mrd EUR
Fonds propres	4,16 Mrd EUR
Garanties	4,91 Mrd EUR
Finance inclusive	0,12 Mrd EUR

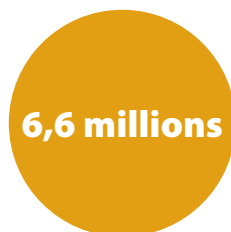
L'IMPACT DES OPÉRATIONS DE LA BEI



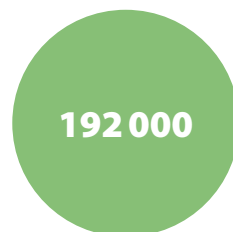
Terres agricoles bénéficiant d'une meilleure gestion



Terres sylvicoles bénéficiant d'une meilleure gestion



Nouveaux abonnés disposant de services 5G activés



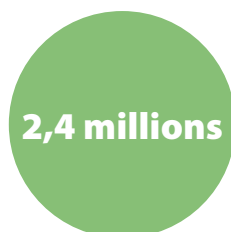
Places créées dans des infrastructures éducatives



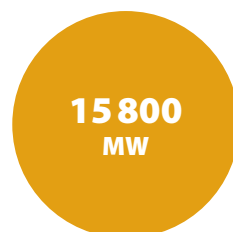
Économies d'énergie résultant des projets



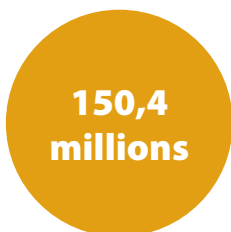
Électricité produite à partir de sources renouvelables



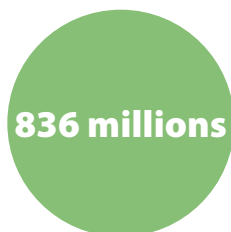
Compteurs d'énergie intelligents installés



Capacité de production d'électricité provenant à 100 % de sources renouvelables



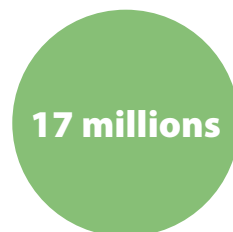
Personnes bénéficiant de services de santé de meilleure qualité



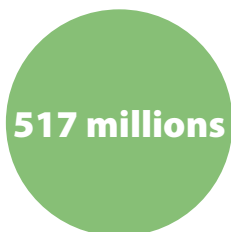
Bénéficiaires du vaccin contre le COVID-19 et d'autres produits de vaccination



Ménages vivant dans des logements sociaux et intermédiaires



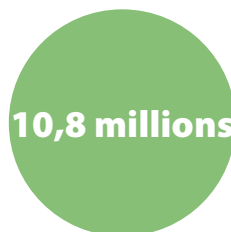
Personnes ayant accès à des infrastructures urbaines ou régionales nouvelles ou remises en état



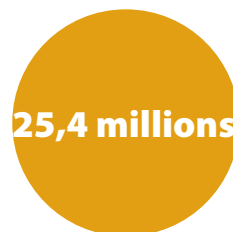
Trajets supplémentaires de voyageurs en transports publics



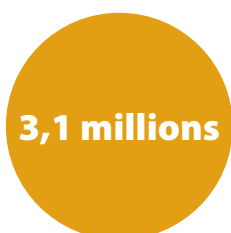
Véhicules ou matériel roulant neufs ou remis en état



Personnes bénéficiant de meilleurs services d'assainissement



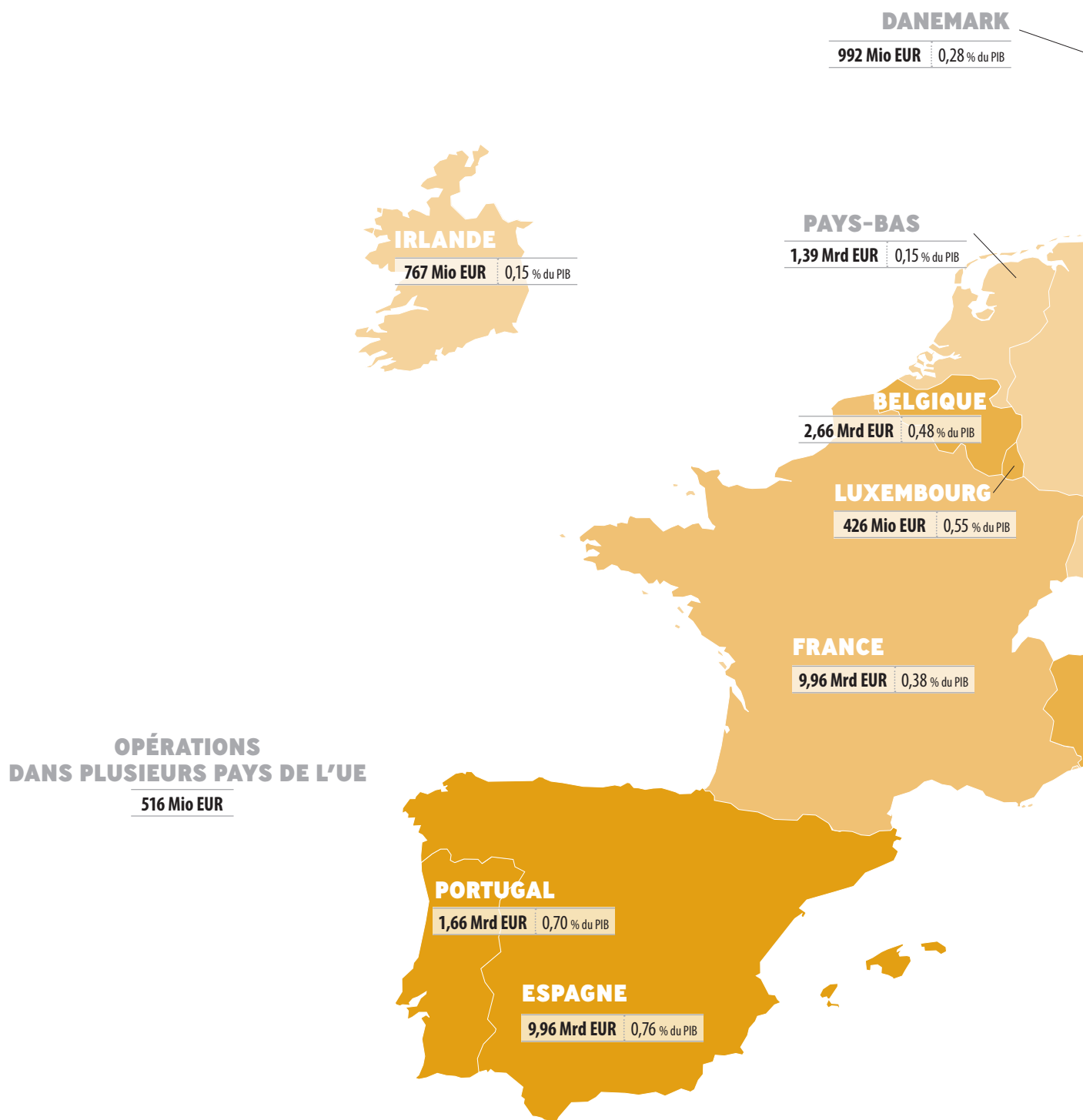
Personnes ayant accès à l'eau potable



Réfugiés dans des centres d'accueil ou des installations d'hébergement temporaire (mesures en solidarité avec l'Ukraine)

Les chiffres correspondent aux résultats attendus pour de nouvelles opérations de financement signées pour la première fois en 2022, sur la base des informations disponibles à ce stade. Toutes les données sont non auditées et provisoires.

LE GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS



Les couleurs foncées représentent des investissements plus élevés en pourcentage du PIB.



LE GROUPE BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE

AUTRES RÉGIONS (HORS UE)
363 Mio EUR

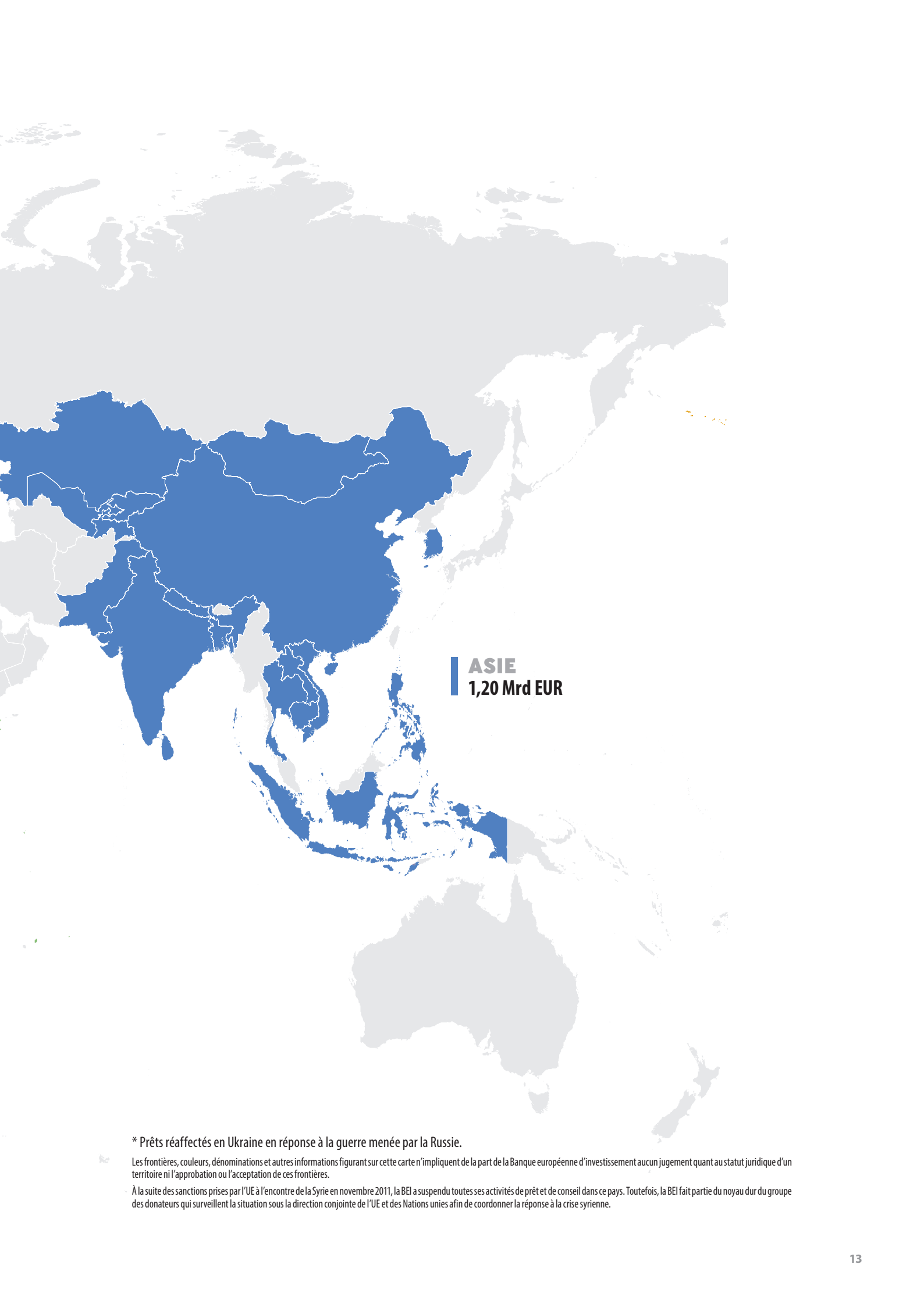
VOISINAGE ORIENTAL
362 Mio EUR

UKRAINE*
1,72 Mrd EUR

**BALKANS OCCIDENTAUX
ET TURQUIE**
866 Mio EUR

**AFRIQUE ET
MOYEN-ORIENT**
5,05 Mrd EUR

**AMÉRIQUE LATINE ET
CARAÏBES**
1,69 Mrd EUR



ASIE
1,20 Mrd EUR

* Prêts réaffectés en Ukraine en réponse à la guerre menée par la Russie.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies afin de coordonner la réponse à la crise syrienne.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

“ La crise énergétique accélère la nécessité pour l’Europe de passer à d’autres sources d’énergie renouvelables et de devenir plus efficace sur le plan énergétique. Ce double objectif est l’essence même de REPowerEU et la BEI aura un rôle clé à jouer dans sa mise en œuvre. Pour les services de conseil de la BEI, il s’agit également de repérer de nouvelles technologies et de contribuer à leur mise sur le marché, ainsi que d’aider les pouvoirs publics à utiliser plus intelligemment leurs ressources et de mobiliser davantage d’investissements privés, dans la mesure du possible. **”**

Frank Lee, chef de la division Conseil financier – Questions climatiques et sociales à la BEI

“ Depuis sa création, la BEI est l’un des principaux bailleurs de fonds des infrastructures énergétiques critiques. La situation actuelle réaffirme le caractère stratégique de l’énergie et l’importance de bénéficier d’approvisionnements diversifiés. La BEI a intensifié ses prêts en faveur de projets liés à l’énergie, y compris en matière d’efficacité énergétique, d’énergies renouvelables, de chauffage urbain et de raccordement des réseaux électriques sur les plans national et international, tant dans l’Union européenne que dans le reste du monde. **”**

Sanjoy Rajan, chef de la division Sécurité énergétique à la BEI

L'énergie représente un enjeu de sécurité et la décarbonation est une question d'autonomie stratégique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'utilisation, par cette dernière, des exportations d'énergie comme une arme modifient fondamentalement la géopolitique et l'économie de l'énergie en Europe. Il est également impératif de réduire les émissions de carbone afin d'atténuer les effets des changements climatiques. Les investissements dans l'efficacité énergétique et la production d'énergies renouvelables sont la solution idéale à ces deux problèmes.

Pour soutenir la transition rapide vers l'énergie verte dont l'Europe a besoin, nous finançons des projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables et favorisons l'innovation et les nouvelles technologies.

UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

La Banque européenne d'investissement soutient des centaines de projets essentiels à la vie de la population ukrainienne alors même que la guerre se poursuit

Quand Violaine Silvestro von Kameke, chargée de prêts principale à la BEI, explique que l'essentiel de son travail consiste à investir dans des dizaines de villes en Ukraine pendant la guerre, ses interlocuteurs sont pour le moins surpris : « Les gens pensent que le conflit a mis un coup d'arrêt à notre activité en Ukraine. Mais nous y déboursions beaucoup d'argent et y travaillons sur de nombreux projets complexes. Nous sommes très actifs. »

Après l'invasion par la Russie en février 2022, la Banque européenne d'investissement a délocalisé ses employés qui se trouvaient en Ukraine. Mais elle a parallèlement considérablement accru l'aide qu'elle apporte au pays, **qui, selon le gouvernement, aura besoin d'environ 765 milliards d'euros au cours des dix prochaines années pour se remettre de l'invasion russe.**

La Banque européenne d'investissement a approuvé deux grandes enveloppes de financement en faveur de l'Ukraine pendant la guerre : une première enveloppe de 668 millions d'euros peu après le début de l'invasion, afin d'aider l'État à couvrir les besoins urgents ; et une seconde enveloppe, signée en juillet 2022, d'un montant de 1,59 milliard d'euros, destinée à remettre en état les infrastructures endommagées et à relancer des projets cruciaux. Un peu plus de 1 milliard d'euros de cette enveloppe a été décaissé.

Parmi les autres aides octroyées par la BEI en 2022 figuraient notamment un don de 2,5 millions d'euros de l'Institut BEI, bras social et culturel de la banque de l'UE, et des subventions d'une valeur de près de 18 millions d'euros provenant du Fonds fiduciaire d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental pour prendre soin d'environ 700 000 personnes ayant quitté leur foyer. Ce fonds est appuyé par l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, le Royaume-Uni et la Suède.

En outre, la Banque a signé un mémorandum avec l'Ukraine appelant à davantage d'investissements dans le réseau de transport de Kiev et réaffecté 59 millions d'euros de subventions pour réparer les trains et les chemins de fer en Ukraine, installer des ponts provisoires et améliorer la santé et le logement des personnes contraintes de fuir leur foyer.

Appuyer des projets en dehors des zones de conflit

« Nous ne pouvons pas lancer de grands projets nationaux en ce moment. Notre aide se concentre donc sur de petits projets et l'aide à la population pour faire face à cette situation difficile », explique Hervé Guenassia, un autre chargé de prêts de la BEI travaillant sur des projets en Ukraine. « Si nous mettions en œuvre une grande opération, comme la réparation d'un aéroport, il est certain que la Russie le détruirait. »

La Banque européenne d'investissement intervient en Ukraine depuis 15 ans, en finançant des projets dont le montant total s'élève à plus de 8 milliards d'euros. En 2014, après l'occupation de l'est de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée par la Russie, nous avons approuvé un prêt-cadre de relèvement rapide de 200 millions d'euros afin d'aider les personnes ayant fui le conflit et les villes ayant accueilli un grand nombre de réfugiés. Certains bâtiments que le prêt a permis de financer ont depuis été détruits par la guerre, y compris une bibliothèque et un centre technologique de pointe à Marioupol.

« Il est très triste de voir un si grand nombre de ces projets détruits, car ce travail a apporté tant d'espoir à la population locale », explique Roy Draycott, ingénieur civil à la BEI qui a travaillé six ans dans le bureau de Kiev.

“ Nous sommes là pour le long terme. Si je le pouvais, je retournerais dans le pays la semaine prochaine pour commencer à reconstruire. ”

Roy Draycott, ingénieur civil à la BEI

Échanges quotidiens avec les maires pendant la guerre

Même pendant les heures les plus sombres du conflit, Hervé Guenassia et Violaine Silvestro von Kameke ont continué à recevoir des appels de maires demandant des conseils techniques et une assistance financière. En août et septembre 2022, la Banque a lancé un appel à propositions pour financer des projets en Ukraine et reçu environ 1 000 candidatures de villes et d'entreprises privées. La banque de l'UE prévoit d'approuver plus de 300 de ces demandes et d'organiser davantage d'appels à propositions de projets à la fin de 2022 et au début de 2023.

Les projets approuvés en 2022 pour aider l'Ukraine comprennent l'acquisition de nouveaux tramways à Kiev et à Lviv et de nouveaux bus pour Loutsk, la réparation d'établissements de santé à Odessa et la reconstruction d'installations éducatives et sociales endommagées dans différentes villes du pays.

Des villes entières isolées en raison de ponts détruits

Dans toute l'Ukraine, des ponts ont été détruits par les forces russes, ainsi que par les Ukrainiens tentant de freiner l'avancée de l'adversaire. La banque de l'UE contribue au financement de ponts flottants provisoires dans toute l'Ukraine.

« Parfois, si un pont est détruit, c'est un désastre pour une ville », explique Hervé Guenassia. « L'eau potable n'est peut-être plus disponible, parce qu'elle était transportée. La population pourrait ne pas être en mesure de se rendre à l'hôpital, à l'école ou au travail, ou de faire des courses. »

Roy Draycott prévoit de retourner vivre et travailler dans le pays dès que la guerre sera terminée. « La BEI n'abandonne pas l'Ukraine », explique l'ingénieur civil. « Nous sommes là pour le long terme. Si je le pouvais, je retournerais dans le pays la semaine prochaine pour commencer à reconstruire. »



La Banque européenne d'investissement intervient en Ukraine depuis 15 ans

AUCUN AUTRE DRAPEAU NE FLOTTERA ICI

Subissant l'assaut brutal des troupes russes, un maire ukrainien explique comment les prêts de l'UE ont aidé la population à refuser l'occupation

Lorsque l'invasion à grande échelle a débuté, les dirigeants russes ont affirmé qu'ils seraient les bienvenus dans certaines régions d'Ukraine, en particulier près de la frontière, où les liens culturels, linguistiques et ethniques sont forts.

Grâce à des personnes comme Ivan Fedorov, l'accueil est loin d'avoir été chaleureux.

« Ma mission première aujourd'hui est d'aider la population et d'accélérer la victoire de l'Ukraine », déclare celui qui, à 34 ans, est le plus jeune maire jamais élu à Melitopol, une ville située juste au nord de la Crimée, où 90 % des habitants sont russophones. Ivan Fedorov a rapidement qualifié les Russes d'« envahisseurs ». Il a fait flotter le drapeau ukrainien le plus longtemps possible et a ouvertement encouragé la résistance.

Occupée depuis le début de la guerre, Melitopol fait partie des quatre régions que la Russie a annexées en septembre. Ivan Fedorov anime régulièrement des émissions en direct sur les réseaux sociaux pour rassurer et encourager les habitants. « Aucun autre drapeau ne flottera ici », a-t-il déclaré dans une intervention.

Aimer la ville et l'aménager davantage

La vie est difficile à Melitopol, qui a été l'une des premières villes à tomber pendant la guerre. Comptant environ 150 000 habitants au début du conflit, la ville a désormais perdu près de deux tiers de sa population.

Le 11 mars, des soldats russes ont pénétré dans le bureau d'Ivan Fedorov, lui ont mis un sac sur la tête et l'ont arrêté. Il a été détenu pendant une semaine, jusqu'à ce qu'un échange de prisonniers soit organisé. Il n'a pas subi de torture physique, mais il a côtoyé des personnes qui avaient été maltraitées lors d'interrogatoires. Certaines avaient eu les mains brisées.

Ivan Fedorov est bien connu des chargés de prêts et des ingénieurs de la BEI. La Banque aide la ville et la région de Zaporijjia depuis l'invasion russe de 2014, en participant à la reconstruction de crèches, d'écoles, de centres médicaux et d'autres sites à Melitopol. Les nombreuses années de partenariats et de projets de construction ont incité les habitants à se tourner vers l'Europe à l'arrivée des Russes.

« **Il s'agit d'améliorer la qualité de vie** », répond Ivan Fedorov lorsqu'on lui demande pourquoi il travaille avec la Banque européenne d'investissement. « Nous obtenons de l'aide pour les entreprises, le tourisme et la logistique. Nous sommes en mesure de poursuivre l'élaboration d'un plan de reconstruction. Il n'y a aucune tolérance pour la corruption, et la population se met à aimer la ville et à vouloir l'aménager davantage. »

LES BESOINS DES RÉFUGIÉS

Le paquet de mesures de la BEI en solidarité avec l'Ukraine aide les autorités locales en Pologne à soutenir les hôtes et à adapter les infrastructures aux besoins des réfugiés

A lors que les troupes russes envahissaient leur pays, plus de sept millions et demi de réfugiés ukrainiens ont traversé les frontières pour fuir vers la Pologne. Des milliers de bénévoles polonais se sont mobilisés pour aider les déplacés et les accueillir dans leurs maisons, écoles et entreprises.

La Pologne est confrontée à un nouveau défi : l'installation à long terme de ces nouveaux arrivants.

« Dix mois après le début de la guerre, les besoins des réfugiés ont évolué », explique Grzegorz Gajda, spécialiste principal du secteur urbain à la BEI qui a accueilli cinq réfugiés ukrainiens chez lui en Pologne. « Ils ont besoin d'un emploi, de revenus stables, d'une éducation gratuite et d'un accès sans frais à la santé et aux services publics pour commencer une nouvelle vie en Pologne. »

Pour contribuer à l'intégration des réfugiés, la banque de l'UE a approuvé un prêt de 2 milliards d'euros, signé en juin 2022. Ce financement relève du paquet de mesures en solidarité avec l'Ukraine, préparé en collaboration avec la Commission européenne.

S'adapter à une nouvelle réalité

La Pologne a accueilli plus de 1,5 million de réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre. L'ampleur de l'afflux est telle que la population de Rzeszów, la plus grande ville du sud-est de la Pologne, a augmenté de 50 %. Varsovie, Cracovie et Gdańsk ont également connu une forte croissance démographique.

« Lorsque l'enthousiasme local initial se tarit et que les ressources sont épuisées, une solution systémique doit prendre le relais », déclare Tomasz Balawajder, conseiller juridique à la BEI. « Vous devez vous assurer que le secteur public fonctionnera efficacement et apportera un soutien financier et des avantages sociaux aux communautés d'accueil et aux réfugiés. »

Soutenir les efforts de la Pologne

L'intégration de millions de réfugiés nécessite du temps, une planification minutieuse, de nouvelles infrastructures et de l'argent.

C'est pourquoi, moins d'un mois après l'invasion, l'État polonais a créé l'Aid Fund, un fonds d'aide géré par Bank Gospodarstwa Krajowego (BGK).

La Banque européenne d'investissement a déjà décaissé 600 millions d'euros en faveur de ce fonds, la première tranche d'une enveloppe de 2 milliards d'euros qui doit lui être octroyée. BGK distribue les fonds aux collectivités locales et à d'autres entités publiques.

« Nous avons dû créer une nouvelle forme de coopération pour générer des ressources pour un large éventail d'activités soutenant les réfugiés ukrainiens et les aidant à se sentir comme des citoyens polonais », explique Robert Faliński, directeur de l'office de gestion du fonds chez BGK.

RENFORCER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, BRIQUE APRÈS BRIQUE

Dans toute l'Europe, les villes et les régions réduisent les coûts et les émissions en investissant dans l'efficacité énergétique

En Espagne, quatre bâtiments sur cinq consomment plus d'énergie que nécessaire. Unión de Créditos Inmobiliarios (UCI), un établissement financier spécialisé dans les crédits immobiliers basé à Madrid, veut changer la donne.

Le programme de rénovation énergétique de bâtiments résidentiels d'UCI entend encourager l'utilisation des énergies renouvelables et réduire de moitié la consommation totale d'énergie dans quelque 3 720 résidences à Madrid, Barcelone et Séville.

« Notre objectif est d'améliorer l'efficacité énergétique en Espagne et au Portugal, pour les propriétaires de logements et de bâtiments », déclare Cátia de Almeida Alves, directrice de la durabilité et de la responsabilité d'entreprise chez UCI.

Alors que la remise à neuf des appartements est essentielle pour réduire les émissions et la consommation d'énergie, peu de projets bénéficient de financements. « Une enquête effectuée par l'État espagnol indique que seulement 2,3 % de ces rénovations bénéficient d'un financement bancaire », expose Isidoro Tapia, chargé de prêts à la BEI. « Ainsi, les rénovations de bâtiments menées à bien par des associations de propriétaires représentent un segment actuellement sous-financé par des tiers. »

UCI tente de combler ce manque de financement avec 2,6 millions d'euros reçus au titre du Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA), une initiative BEI-UE qui fournit une assistance technique pour les investissements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans le bâti et les transports urbains.

Réaménager des bâtiments publics en Wallonie

Les changements climatiques et les prix élevés de l'énergie incitent les promoteurs immobiliers à intégrer l'efficacité énergétique dans la conception, la construction et le choix des matériaux.

En Belgique, B.E. FIN, une entreprise détenue par la Région wallonne et la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW), a mis en place un projet appelé RenoWatt pour promouvoir, conseiller et aider à mettre en œuvre des rénovations de bâtiments publics dans toute la Wallonie. Le projet, qui a reçu une subvention de 3,5 millions d'euros au titre d'ELENA, vise à rénover 500 bâtiments dans 262 communes et à économiser environ 35 % de l'énergie actuellement consommée. Ce projet pourrait réduire les émissions de carbone de 7 545 tonnes par an.

Démonter de vieilles conduites de chauffage en Lituanie

À Vilnius, les conduites de chauffage usées du siècle dernier laissent échapper l'air chaud, ce qui augmente le risque d'incidents, tels que des fuites et des coupures de chauffage dans les foyers.

La BEI accorde une ligne de crédit à long terme de 43 millions d'euros à Vilniaus Šilumos Tinklai, le fournisseur lituanien de chauffage et d'eau chaude, à l'appui de travaux de modernisation.

Il est également prévu de mettre en place une nouvelle centrale alimentée à la biomasse et à l'énergie solaire et d'installer une pompe à chaleur à absorption efficace. Au total, le projet permettra de moderniser l'infrastructure de chauffage de 200 000 logements, en améliorant l'efficacité énergétique et en réduisant les émissions de carbone et d'autres polluants atmosphériques.

EN PHASE AVEC LES ENJEUX DU MOMENT

Le soutien d'InvestEU à un projet de logements sociaux économes en énergie à Hanovre répond à la hausse du coût de la vie et au manque de logements abordables

Sous l'effet de la forte hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le pourcentage de ménages allemands qui consacrent plus de 10 % de leur revenu net aux dépenses énergétiques a doublé depuis 2021 pour atteindre 41 %. La crise du coût de la vie, associée à une pénurie d'appartements neufs et à l'augmentation des loyers, a fait de l'accessibilité financière du logement la deuxième préoccupation majeure des Allemands.

Dans le nord du pays, la ville de Hanovre prévoit de construire 640 appartements économes en énergie et abordables à des fins locatives, un projet qui répond parfaitement aux enjeux du moment, marqués notamment par les inquiétudes à l'égard des changements climatiques. Ces nouveaux appartements, qui seront construits et détenus par Hanova, l'organisme municipal de logement de Hanovre, comprendront 232 logements sociaux et 408 logements intermédiaires.

« La croissance économique de Hanovre en fait une zone métropolitaine attrayante », explique Karsten Klaus, directeur général de Hanova. « Compte tenu de l'augmentation rapide du nombre d'habitants et des crises actuelles, la demande de logements abordables croît également. Cependant, l'offre est limitée. Nous aidons à créer des logements décents et abordables pour les personnes à revenu faible et intermédiaire, réduisant ainsi les déséquilibres sur le marché locatif de Hanovre. »

Une réponse efficace

Au total, 82 % des nouveaux bâtiments seront conçus pour atteindre une performance énergétique au moins 20 % supérieure à la norme allemande KfW 55 s'appliquant aux bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle. Le reste visera une performance énergétique d'au moins 10 % supérieure à cette norme. Le projet est également conforme à la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments.

Bien que les nouveaux logements écoénergétiques entraînent une baisse de la facture d'énergie pour les futurs locataires et une réduction des émissions de carbone, ils sont onéreux à construire. Le projet de Hanova devrait coûter environ 200 millions d'euros. Néanmoins, compte tenu de ses nombreux avantages sociaux et environnementaux, c'est exactement le type de projet que la BEI cherche à appuyer.

« Nous voulions participer à ce projet, car il soutient clairement deux objectifs stratégiques importants de l'UE : l'inclusion sociale et l'action en faveur du climat », explique Sotir Trambev, chargé de prêts à la BEI. « En utilisant InvestEU, nous avons réussi à mobiliser un concours qui dépasse largement tout ce que nous avons pu faire pour ce secteur par le passé. »

L'accord est le premier investissement effectué au titre du programme InvestEU en Allemagne. « Un concours comme celui-ci n'aurait pas été possible sans ce programme », conclut Sotir Trambev.

REMORQUER DES ÉOLIENNES EN MER

Un port du sud de la France se lance dans un vaste projet d'agrandissement afin d'installer deux parcs éoliens flottants en Méditerranée

Les éoliennes sont d'immenses monstres d'acier qui pèsent des centaines de tonnes. Sur terre, elles dominent le paysage. Mais imaginez-vous en train d'essayer d'en assembler une dans un port maritime traditionnel, de transporter cette éolienne de 100 mètres de long dotée de pales de 90 mètres sur une plateforme flottante, puis de remorquer doucement le tout vers un parc éolien au beau milieu de la mer.

La manœuvre d'éoliennes nécessite un réaménagement important de l'infrastructure portuaire, mais Port-La Nouvelle pense être à la hauteur de ce défi. Ce port à proximité de Montpellier, dans le sud de la France, était autrefois spécialisé dans les céréales et d'autres exportations agricoles à destination de l'Afrique du Nord. Aujourd'hui, la Région Occitanie investit 340 millions d'euros, dont 150 millions d'euros sont fournis par la Banque européenne d'investissement, pour rénover les ports de Sète et de Port-La Nouvelle. Les plans prévoient la transformation de Port-La Nouvelle en un pôle méditerranéen pour la construction, la logistique et le support des parcs éoliens flottants. Ce pôle produira également à terme de l'hydrogène vert à partir de l'énergie propre générée par les parcs éoliens.

« Cela nécessite un procédé industriel et des infrastructures très différents de ce à quoi nous sommes habitués », explique Didier Codorniou, président du Parlement de la Mer pour la Région Occitanie.

Faire de la place à des colosses

La transformation de Port-La Nouvelle s'inscrit dans une stratégie ambitieuse en matière d'énergies renouvelables définie par l'Occitanie. La région espère bénéficier de l'aménagement de deux parcs éoliens flottants prévus en Méditerranée, dont la production devrait couvrir les besoins en énergie de 400 000 personnes. L'Occitanie, qui affiche l'un des taux de chômage les plus élevés de France, voit dans les énergies renouvelables une occasion de relancer son économie traditionnellement tournée vers l'agriculture, le tourisme et, dans les terres, l'aéronautique.

« La nouvelle infrastructure appuie les efforts visant à développer des activités portuaires plus vertes et à décarboner la production d'énergie et, à ce titre, constitue une étape supplémentaire vers la réalisation de notre objectif de neutralité carbone au niveau européen », déclare Shirley Moussavou, chargée de prêts de la BEI pour le projet de Port-La Nouvelle. « Les parcs éoliens flottants sont également à l'avant-garde du programme de transition énergétique de la France. »

Outre le financement de Port-La Nouvelle, la BEI appuie également des parcs éoliens pilotes : un au large de Leucate-Le Barcarès, géré par le consortium Éoliennes flottantes du golfe du Lion (EFGL), et un autre à proximité de Gruissan, qui sera exploité par Eolmed. La Banque a signé un prêt de 85 millions d'euros avec Eolmed en avril et un prêt de 75 millions d'euros avec EFGL en mai. Ces deux prêts sont adossés à une garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques. La Banque fournit également 50 millions d'euros à un troisième parc en mer, prévu à 40 kilomètres à l'ouest de Marseille.

Port-La Nouvelle se situe à seulement 20 kilomètres des parcs gérés par EFGL et Eolmed. La distance relativement courte entre le port et les parcs éoliens réduit les risques liés au transport maritime de ces énormes structures.

L'Occitanie, qui comprend la région autour de Toulouse et va jusqu'à l'Espagne et Montpellier, est connue pour son beau temps. Mais elle est également célèbre pour son mistral, un vent violent de secteur nord-ouest, qui souffle du sud de la France vers le golfe du Lion, où seront situés les parcs éoliens.

Bien que ce vent soit bénéfique à la production d'énergie, il permet difficilement de garantir la stabilité d'une éolienne de 600 tonnes juchée sur un flotteur de 90 mètres sur 90. Pour pouvoir assembler les éoliennes sur les flotteurs, le bassin principal du port doit être protégé des grandes vagues et offrir suffisamment d'espace pour manipuler les éoliennes. De larges quais de chargement sont également nécessaires pour le stockage des pièces destinées aux éoliennes, pales et flotteurs. « Le stockage est vraiment la clé de voûte », explique Julien Ciglar, chef de projet Énergies marines renouvelables à l'agence de développement économique de la Région Occitanie.

Un casse-tête logistique

Les éoliennes, les pales et les autres infrastructures sont généralement transportées par voie maritime depuis des usines situées dans toute l'Europe. L'un des premiers fournisseurs d'éoliennes des parcs pilotes est Vestas, dont le site de production principal se situe au Danemark. Le transport par voie maritime signifiait que l'entrée du port devait être agrandie pour accueillir des navires mesurant de 100 à 200 mètres de long.

Pour répondre aux besoins des parcs éoliens, le port prévoit un agrandissement et une rénovation comprenant : la construction d'une plateforme de 250 mètres, suffisamment solide pour supporter les lourdes grues ; l'extension des digues entourant le port afin d'approfondir son bassin ; et la construction d'un terminal supplémentaire pour l'assemblage des éoliennes et pour les installations de stockage. La première phase de construction devrait être achevée en 2023.

Ambitions en matière d'énergies renouvelables

Avant l'annonce des parcs éoliens pilotes, Port-La Nouvelle peinait à se redéfinir. L'activité était en déclin. L'activité principale du port, à savoir les exportations céréalières, était en berne, et le port ne disposait pas d'infrastructures suffisantes pour accueillir des navires de plus grande taille transportant des hydrocarbures, comme les combustibles fossiles, et des produits chimiques.

La région voisine des Pyrénées-Orientales dispose d'une industrie limitée et son taux de chômage avoisine les 10 %. Tourner l'activité du port vers les énergies renouvelables a offert l'occasion de « revitaliser l'économie de la région », selon Didier Codorniou. « Cela a donné la possibilité de transformer notre modèle et un moyen de décarboner, tout en permettant la création d'emplois », dit-il.

Les projets pilotes immédiats devraient créer environ 300 emplois à temps plein. Toutefois, l'État français a de grands projets pour l'éolien marin. Les plans initiaux prévoient deux parcs pilotes dotés de trois éoliennes chacun. Mais d'ici à 2030, l'État français prévoit d'agrandir les fermes éoliennes en créant un parc flottant de 250 MW au milieu du golfe du Lion, qui fournira à terme de l'énergie à plus de 400 000 personnes. Un autre parc éolien flottant d'une taille similaire est prévu au large de Marseille.

« La région a la volonté ferme de faire de Port-La Nouvelle le port de la transition énergétique, non seulement pour la France, mais aussi pour la Méditerranée en général », précise Julien Ciglar.

Évolution vers l'hydrogène vert

L'infrastructure et le soutien que Port-La Nouvelle fournira aux parcs éoliens s'inscrivent dans une stratégie régionale plus vaste visant à créer un pôle des énergies renouvelables. Un consortium appelé Wind'Occ a réuni 170 entreprises et 25 établissements universitaires et laboratoires de la région pour soutenir la filière éolienne naissante.

La région se tourne également vers l'hydrogène vert. En 2019, elle a adopté un plan Hydrogène vert de 150 millions d'euros, qui prévoit la création d'infrastructures pour produire, stocker et distribuer l'hydrogène et utiliser l'énergie pour alimenter les transports locaux, comme les autobus et les trains. Un projet connexe, Corridor H2, développera un réseau de stations de distribution d'hydrogène en Occitanie, le long de la route allant de la Méditerranée à la mer du Nord. La BEI prête 40 millions d'euros à l'appui du projet Corridor H2.

« L'Occitanie pourrait montrer à d'autres régions françaises comment développer ce type d'activités », a déclaré José Rino, expert de la division Transports aériens, maritimes et innovants de la BEI.

“ La région a la volonté ferme de faire de Port-La Nouvelle le port de la transition énergétique, non seulement pour la France, mais aussi pour la Méditerranée en général. ”

Julien Ciglar, chef de projet Énergies marines renouvelables à l'agence de développement économique de la Région Occitanie

DÉCOUPLER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

Les pressions sur les prix et les environnements extrêmes incitent les fabricants d'éoliennes à innover

Pour les fabricants d'éoliennes comme Vestas, le contexte de marché dans lequel ils évoluent peut être aussi difficile que les mers agitées et les vents violents auxquels leurs produits doivent résister. Après des années de soutien des pouvoirs publics, le marché poursuit sa consolidation pour répondre à la pression exercée sur les prix.

Une partie de cette pression émane des promoteurs de projets de parcs éoliens qui promettent souvent des prix bas sur l'électricité produite. Ils mettent ensuite la pression sur les fabricants d'éoliennes. La hausse des prix des matières premières constitue un autre casse-tête.

Parallèlement, les constructeurs d'éoliennes investissent massivement dans la recherche-développement (R-D) afin d'améliorer les performances de leurs équipements et de répondre à la demande de nouveaux parcs éoliens dans des environnements toujours plus difficiles.

« Le secteur fait face à une pression considérable sur les prix », déclare Matteo Fusari, ingénieur et conseiller principal à la BEI, qui finance Vestas. « Il est de la plus haute importance pour les équipementiers européens d'exploiter les synergies entre les plateformes, de réduire la complexité des produits et d'optimiser la production mondiale, les processus de passation des marchés et l'empreinte liée aux activités pour garantir leur compétitivité. »

La société danoise Vestas domine le marché mondial des éoliennes, avec une part de 15 % environ. Suivent de près des géants comme le Chinois Xinjiang Goldwind Science & Technology avec 13 % et GE Renewable Energy avec 12 % de part de marché. « Vestas est l'un des chefs de file », déclare Delia Fornade, chargée de prêts à la BEI qui a travaillé sur le projet.

La BEI a prêté 475 millions d'euros à Vestas pour appuyer ses activités de recherche-développement et innovation réalisées dans l'Union européenne entre 2022 et 2025. Le prêt, qui a été signé en juillet et a déjà été décaissé, couvre environ la moitié du budget de l'entreprise de 952 millions d'euros pour les activités de R-D au cours de cette période.

Les activités se concentrent sur plusieurs domaines. Le premier consiste à mettre au point de nouveaux moyeux et pales de rotor qui peuvent résister à des climats froids ou des conditions météorologiques extrêmes, et à simplifier les produits pour accélérer leur déploiement. Le deuxième est la création de conceptions nouvelles en vue de plateformes partagées et modulaires pour les éoliennes terrestres, afin de les rendre plus adaptables à différentes conditions. Le troisième domaine se concentre sur de nouvelles plateformes modulaires pour des éoliennes en mer, afin de permettre à l'entreprise d'exploiter les synergies et les économies d'échelle grâce aux avancées des éoliennes terrestres.

Le prêt accordé à Vestas intervient à un moment décisif de la transition énergétique en Europe. La volonté du continent de mettre un terme à sa dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz russes a redynamisé le soutien aux énergies renouvelables, comme les énergies solaire et éolienne, dont les prix sont de plus en plus compétitifs.

LES CARBURANTS DE DEMAIN

Les nouveaux réservoirs de stockage et les nouvelles technologies d'automatisation d'une société française faciliteront l'alimentation des voitures et des camions à l'hydrogène

Faurecia, un grand fournisseur de pièces automobiles basé à proximité de Paris, est convaincu que l'hydrogène vert pourrait répondre à près de 20 % de la demande mondiale en énergie d'ici à 2050, évitant ainsi l'émission de six gigatonnes de carbone chaque année. La société estime que 5 millions de véhicules équipés de la technologie des piles à combustible seront déjà en circulation d'ici à 2030.

Chef de file du secteur des réservoirs de stockage d'hydrogène pour les voitures, les camions et les grandes stations-service, Faurecia entend accélérer le déploiement de l'hydrogène dans l'industrie automobile. L'entreprise travaille également sur des systèmes de piles à hydrogène et développe des technologies pour la conduite automatisée. Toutes ces innovations permettront l'utilisation d'hydrogène dans de nombreux types de véhicules, en particulier dans des poids lourds et tout-terrain équipés de moteurs très puissants et gourmands en combustibles fossiles.

« Les technologies révolutionnaires comme l'hydrogène joueront un rôle essentiel dans la transformation et la décarbonation de l'industrie automobile », déclare Antonello Locci, conseiller pour les projets d'innovation et de fabrication de pointe à la BEI.

Le secteur des transports est celui qui produit le plus d'émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne, représentant environ 31 % du total. Associant air et hydrogène, les piles à hydrogène peuvent produire toute l'électricité dont un véhicule a besoin pour fonctionner, mais elles n'émettent que de la chaleur et de l'eau, pas de dioxyde de carbone ni d'autres polluants.

Les piles à combustible présentent également d'autres avantages par rapport aux moteurs à combustion. Elles sont plus puissantes et plus économes en énergie que les combustibles fossiles. En outre, elles sont silencieuses et nécessitent moins de temps pour se charger, offrant la même flexibilité que les voitures dotées de moteurs thermiques.

Afin d'aider le secteur automobile à se transformer, la Banque européenne d'investissement a approuvé en juillet 2022 un prêt de 315 millions d'euros en faveur de Faurecia. Ce financement s'inscrit dans le cadre du programme InvestEU, conçu pour encourager l'innovation et créer davantage d'emplois. « InvestEU atténue le risque, ce qui permet de proposer des prêts à long terme d'un montant plus important aux entreprises dans des secteurs clés de l'économie », déclare Nor Mebkhouit, chargée de prêts à la BEI.

Avec le soutien de la Banque, Faurecia continuera de mettre au point la prochaine génération de réservoirs de stockage d'hydrogène qui seront utilisés dans les véhicules et dans les stations-service. L'entreprise améliorera également l'autonomie et la recyclabilité de ses produits.

Le projet de Faurecia créera aussi des emplois et aidera certaines régions du centre et du nord-est de la France à devenir plus compétitives sur le plan économique.

CHYPRE MISE SUR LE VERT ET LE LOCAL

Un projet de revitalisation urbaine vise à rendre les communes plus vertes, à stimuler l'économie et à améliorer le quotidien de la population

Chypre entend réduire ses émissions et devenir plus verte, en s'attelant tout d'abord à des projets visant à transformer ses villes. Il s'agit cependant d'une tâche longue, complexe et coûteuse.

« Les municipalités doivent mettre en œuvre un certain nombre d'investissements verts et introduire des technologies plus écologiques », déclare Michalis Socratous, secrétaire général de l'Union des municipalités chypriotes. « Nous avons réalisé que, pour les rendre plus vertes, nous devons d'abord moderniser et restructurer les zones urbaines, rénover les bâtiments et les espaces publics, et rendre les transports en commun plus durables. »

C'est précisément l'objectif du plan stratégique de développement durable des municipalités. Mis en place par l'État chypriote et l'Union des municipalités chypriotes, il financera de nombreux projets de revitalisation et de réhabilitation des communes sur l'ensemble du territoire.

La BEI soutient ce plan en octroyant un prêt-cadre de 150 millions d'euros, signé en novembre 2022, et en dispensant une assistance technique par l'intermédiaire de sa Plateforme de conseil.

« Un prêt-cadre est, en substance, un investissement à volets multiples qui nous permet de financer des dizaines, voire des centaines de projets essentiels », explique Nicos Yiambides, chargé de prêts principal à la BEI. « Il nous permet également de soutenir des projets de plus petite envergure et des municipalités qui habituellement ne bénéficieraient pas de notre financement. »

Revitalisation urbaine : quels avantages ?

Si elle est couronnée de succès, la revitalisation urbaine peut créer des espaces urbains plus verts tout en améliorant considérablement la qualité de vie des personnes qui vivent et travaillent dans la ville.

L'amélioration des infrastructures rend les zones urbaines plus attrayantes en tant que centres d'affaires ou destinations touristiques, ce qui stimule la croissance et la création d'emplois. Elle contribue également au bien-être des habitants qui bénéficieront d'une éducation, de services publics et d'infrastructures de loisirs de meilleure qualité.

Prenons l'exemple de la revitalisation urbaine du centre historique de Limassol, la deuxième ville de Chypre. Achievé en 2013, le projet a permis de redonner aux bâtiments historiques et aux espaces urbains leur splendeur d'antan, d'améliorer la gestion du trafic, de créer des zones piétonnes et d'effectuer de nouveaux raccordements électriques, de télécommunications et d'eau.

Le plan stratégique de développement durable des municipalités vise à faire de même à l'échelle nationale. Soutenu par la BEI, l'État chypriote mettra en œuvre des projets visant à reconstruire les espaces publics et les espaces verts, à améliorer les pistes cyclables et les réseaux de transports publics, à rénover les bâtiments publics, à moderniser les réseaux d'eau et d'égouts, à régénérer les zones urbaines dégradées et à créer des villes intelligentes en s'appuyant sur des solutions numériques pour offrir des services publics meilleurs et plus efficaces.

LE DERNIER KILOMÈTRE VERT

Le plus grand opérateur logistique italien remplace ses véhicules traditionnels par des véhicules à émissions nulles pour livrer courrier et colis

C'est la fin de l'automne, mais il fait toujours bon à Rome. L'air est vif et limpide. Le soleil darde ses rayons à travers les nuages, brillant sur les maisons de couleur terre cuite, dans une ruelle du quartier résidentiel de Bravetta. Quelques tricycles électriques, à peu près de la taille d'une voiturette de golf, assistent silencieusement le personnel de la poste dans ses tournées pour livrer lettres et colis.

Des centaines de tricycles et autres véhicules électriques vont bientôt circuler dans une dizaine de quartiers à Rome, dont 57 seront affectés au centre de distribution Maggiolino, qui dessert le quartier de Nomentano, où réside Anna Manghetti. « C'est vraiment réjouissant de voir ces nouveaux tricycles faire leur apparition dans nos livraisons quotidiennes », s'exprime-t-elle, « c'est une bonne cause pour laquelle travailler. »

Anna Manghetti est responsable des finances chez Poste Italiane, le plus grand opérateur logistique du pays et un acteur de premier plan dans le secteur des services financiers, d'assurance et de paiement. Grâce à un prêt de 100 millions d'euros accordé par la BEI en mars, Poste Italiane a pu remplacer son parc traditionnel de véhicules essence et diesel par des tricycles et autres véhicules à émissions nulles.

« En tant que banque européenne du climat, nous sommes fiers de soutenir l'ambitieux plan de décarbonation de Poste Italiane », déclare Giovanni Aldeghi, chargé de prêts principal à la BEI, qui a travaillé sur **le plus grand projet de plateforme de mobilité à émissions nulles jamais financé par la banque de l'UE.**

À quel point nos colis sont-ils respectueux de l'environnement ?

La partie la plus délicate du trajet d'un colis depuis l'entrepôt jusqu'au pas de porte est le « dernier kilomètre », c'est-à-dire la dernière étape du processus de livraison du centre de distribution jusqu'au destinataire.

L'essor des achats en ligne depuis la pandémie de COVID-19 a aggravé les émissions de carbone liées aux transports. Les villes et les entreprises de logistique sont confrontées à des problèmes liés à des déplacements inutiles, aux encombrements de la circulation et au stationnement ainsi qu'aux préoccupations des résidents quant à la pollution sonore et atmosphérique.

Si la livraison du dernier kilomètre était plus efficace et plus respectueuse de l'environnement, les villes seraient plus saines et plus agréables à vivre. L'idée a commencé à germer dans la tête d'Anna Manghetti au cours de l'été 2020.

Le projet Mobilité verte de Poste Italiane a été supervisé par Matteo Del Fante, directeur général de l'entreprise, et l'équipe placée sous l'autorité de Camillo Greco, directeur financier, avec le soutien de Giuseppe Lasco, codirecteur général, et de Marcello Grosso, chef du développement durable, de la gestion des risques et de la conformité du groupe.

Le projet Mobilité verte porte sur le remplacement des traditionnels véhicules essence et diesel de l'entreprise par 4 150 véhicules électriques pour assurer les livraisons dans les villes et leurs environs. Il comprend également les bornes de recharge et la plateforme informatique qui y sont associées, pour un coût total de 145 millions d'euros.



Tiago Lopes, ingénieur principal à la BEI

Un financement unique

Le prêt de la banque de l'UE à Poste Italiane présente un certain nombre de caractéristiques uniques. Tout d'abord, il couvre les frais de location pour le renouvellement du parc électrique ainsi que la mise en place des bornes de recharge et de la plateforme informatique associées. Il finance également les frais de crédit-bail liés au parc électrique, qui sont comptabilisés dans les actifs en tant que droits d'utilisation.

Afin d'aider Poste Italiane à accélérer sa transition écologique, la Banque finance également 69 % du coût du projet, soit nettement plus que le plafond de 50 % qu'elle applique habituellement.

Ce plan est ambitieux : il vise à réduire de 40 % les émissions produites par le parc de véhicules postaux. L'objectif ultime est la neutralité carbone d'ici à 2030, en devançant le calendrier fixé par l'Union européenne.

Au-delà des véhicules électriques

Depuis la mi-octobre 2022, 1 100 véhicules électriques livrent déjà du courrier dans 70 villes italiennes, dont Turin, Florence, Trieste, Bologne, Naples et, bien sûr, Rome.

L'électricité utilisée pour recharger ces véhicules provient de sources renouvelables. Le projet permettra de réduire la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre et le bruit dans les centres-villes, et d'économiser ainsi 3 000 tonnes d'émissions de carbone chaque année. Cela équivaut aux émissions moyennes de vols aller-retour de 3 000 passagers entre Paris et New York.

Afin de réduire davantage ses incidences sur l'environnement, Poste Italiane utilisera également le prêt de la BEI pour financer sa plateforme informatique. Le modèle innovant optimise l'itinéraire du facteur ou de la factrice en fonction du trafic postal, de la distance, du type de route, des restrictions de circulation et du volume des colis. La planification des itinéraires tient compte des limites d'autonomie des véhicules électriques et de la disponibilité des bornes de recharge.

« Le succès de ce projet dépend de l'interprétation d'une grande quantité de données recueillies en temps réel », explique Tiago Lopes, ingénieur principal à la BEI, qui a travaillé sur ce projet. « C'est l'avenir. »

INNOVATION ET AUTONOMIE

“ La BEI est fière de fournir des financements qui servent de catalyseurs à l’innovation en Europe et favorisent l’existence de systèmes de santé indépendants, résilients et fiables pour les citoyens européens, tout en soutenant les entreprises européennes phares des biotechnologies et des technologies médicales. Ce rôle a été renforcé lors de la récente pandémie de coronavirus où, en 2021, la BEI a participé à hauteur de plus de 1,6 milliard d’euros au financement de projets dans le domaine des sciences de la vie, notamment en faveur de BioNTech, l’entreprise qui a mis au point le vaccin à ARN messenger contre le COVID-19. Nos opérations contribuent également à accélérer la commercialisation de la recherche fondamentale, à stimuler le développement de la propriété intellectuelle et à soutenir la création et le déploiement de produits innovants destinés à répondre à des besoins médicaux non satisfaits et à améliorer la qualité de vie des patients en Europe et dans le monde. ”

Dana Burduja, cheffe de la division Sciences de la vie et santé à la BEI

“ Si elle veut être autonome sur le plan économique, l’Europe devra investir massivement dans l’innovation et les technologies clés pour effectuer le passage au numérique, en particulier dans les domaines des puces, des centres de données et de la cybersécurité. La transition numérique est inévitable, elle survient plus tôt que prévu et vous concerne plus que vous ne le pensez. Mais il faut investir pour surfer sur cette vague. ”

Harald Gruber, chef de la division Infrastructures numériques à la BEI

INNOVATION ET AUTONOMIE

L'innovation est essentielle pour la prospérité économique, l'autonomie et la réalisation des objectifs climatiques de l'Europe, que les technologies d'aujourd'hui, à elles seules, ne permettent tout simplement pas d'atteindre.

Notre soutien financier et technique a aidé les entreprises européennes à réaliser des percées dans tout un éventail de domaines, des parcs éoliens flottants aux vaccins à ARN messager. L'appui de la BEI réduit également la nécessité pour les entrepreneurs, les scientifiques et les ingénieurs européens de se tourner vers les capitaux étrangers, renforçant ainsi notre autonomie dans des secteurs stratégiques.

DES BETTERAVES EN PLEINE FORME

La sélection végétale pour résister aux changements climatiques et diminuer pesticides et engrais

L'interdiction européenne des néonicotinoïdes, un type d'insecticide utilisé pour protéger les plantes comme la betterave sucrière contre les maladies transmises par les pucerons, semblait être une bonne idée en 2018. L'insecticide nuisait aux populations d'abeilles et l'Union européenne avait décidé de l'interdire dans le cadre d'une campagne plus large en faveur d'une agriculture plus durable.

L'interdiction allait toutefois permettre à la jaunisse de faire des ravages dans certains champs de betteraves, réduisant les récoltes de l'un des plus grands producteurs mondiaux de sucre de betterave et menaçant le secteur. En conséquence, la France a repoussé l'interdiction jusqu'en 2023.

Un délai qui ne laisse pas beaucoup de temps. La mise au point de nouvelles variétés végétales exige généralement entre sept et dix ans. Sélectionneur de plantes et producteur de semences dans le nord de la France, le groupe Florimond Desprez travaille assidûment sur ce problème. La société sélectionne des betteraves sucrières depuis près de 200 ans, tirant parti de sa solide expérience pour mettre au point une plante capable de résister à la jaunisse, tout en conservant sa résistance naturelle à d'autres fléaux, comme le virus de la rhizomanie.

Cette course contre la montre a des implications pour d'autres plantes et secteurs agricoles.

« Pour que l'agriculture soit plus durable, nous devons utiliser moins d'engrais azotés, qui ont une empreinte carbone importante, et moins de pesticides », explique Marin Desprez, directeur de la stratégie du groupe Florimond Desprez. « Si une variété végétale est naturellement résistante ou tolérante à une maladie, il est inutile de recourir à des produits chimiques pour la protéger. »

L'agriculture est sous pression en raison des changements climatiques, de la nécessité de réduire son empreinte environnementale et d'une population mondiale croissante à nourrir. La sélection de plantes qui nécessiteront moins de ressources ou de traitements chimiques, mais produiront encore suffisamment de nourriture dans des conditions de plus en plus difficiles, sera essentielle.

La Banque européenne d'investissement soutient la recherche-développement de Florimond Desprez, principalement en France et en Belgique, en lui octroyant un prêt de 40 millions d'euros signé en avril. Ce prêt est soutenu par une garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques, qui fait désormais partie du Fonds InvestEU.

« Le secteur a besoin de beaucoup d'investissements, et les financements ne sont pas facilement disponibles, en particulier pour les entreprises de taille modeste », déclare Zeina Chebli, chargée de prêts de la BEI responsable du projet.



Fonds européen pour les investissements stratégiques

“ Si une variété végétale est naturellement résistante ou tolérante à une maladie, il est inutile de recourir à des produits chimiques pour la protéger. ”

Marin Desprez, directeur de la stratégie du groupe Florimond Desprez

Plusieurs siècles de sélection végétale

Florimond Desprez est la quintessence de l'entreprise familiale. La famille Desprez a fondé son entreprise en 1830 – il y a cinq générations – à Cappelle-en-Pévèle, un village situé juste au sud de Lille. L'entreprise a pu bénéficier de l'essor de la betterave sucrière, un secteur mis en place avec le soutien de Napoléon Bonaparte. Au fil des ans, l'entreprise s'est diversifiée, travaillant sur d'autres cultures comme la chicorée industrielle, la pomme de terre et le blé.

« Grâce à ce prêt, nous aidons l'entreprise à rester compétitive et à relever les principaux défis du secteur agricole concernant l'environnement, comme l'adaptation aux changements climatiques. Nous soutenons aussi les zones rurales, notamment dans le nord de la France », explique Sébastien Collot, ingénieur principal au sein de l'équipe de bioéconomie à la BEI.

L'idée qui sous-tend la sélection végétale est relativement simple. Une variété de blé, par exemple, qui donne un pain très savoureux ou croustillant, sera croisée avec une autre variété particulièrement robuste ou résistante aux maladies. Les chercheurs polliniseront manuellement la première variété avec la seconde, donnant ainsi naissance à un hybride. Les nombreux descendants de cet hybride seront ensuite plantés et observés, afin de s'assurer que les caractéristiques souhaitées – le pain savoureux et la résistance aux maladies – se retrouvent bien dans la nouvelle plante.

L'agriculture sous pression

Au cours des 50 dernières années, l'agriculture a réussi à accompagner l'explosion de la démographie mondiale. Mais, pour qu'elle puisse répondre à la demande alimentaire future, l'innovation devra s'intensifier. « Nous sommes en présence d'une combinaison de facteurs : moins de terres disponibles sur la planète, une population plus nombreuse et des conditions climatiques de plus en plus défavorables », expose Sébastien Collot. « La recherche est donc primordiale. »

La recherche est également indispensable pour lutter contre les organismes nuisibles et les épidémies végétales qui, habituellement, ne sévissaient pas en Europe du Nord. L'an dernier, des agriculteurs en Champagne (France) ont trouvé de la rouille noire sur le blé cultivé, alors que depuis 20 à 30 ans cette maladie se cantonnait au Maroc. Les insectes qui mouraient pendant l'hiver aujourd'hui survivent et se multiplient, en partie grâce aux changements climatiques. « Le rendement des cultures s'en ressent fortement », explique Marin Desprez. « Cela se traduit par de nouvelles maladies et par des traumatismes vécus par les agriculteurs, ainsi que par la mise en danger de notre sécurité alimentaire. »

Avec l'extrême pression qui pèse sur l'agriculture, il est naturel de craindre pour l'avenir. Mais, selon Marin Desprez, un recentrage sur l'innovation et la mise au point de variétés végétales ouvriront de nouvelles perspectives très prometteuses. « Je suis convaincu que notre métier, qui a une réelle utilité sociale, soutiendra une forme d'agriculture plus durable et une meilleure autonomie alimentaire en Europe », affirme-t-il.

DU CAPITAL-RISQUE POUR LE DÎNER, ÇA VOUS TENTE ?

Combattre la faim dans le monde avec du capital-risque

Des parasites s'attaquent au bétail. Pour les contrer, les agriculteurs doivent envoyer des échantillons de matières fécales à un laboratoire. Il faut jusqu'à cinq jours pour obtenir les résultats. Mais souvent, ils administrent directement des médicaments à l'ensemble de leur cheptel. « L'utilisation excessive de médicaments pourrait également se répercuter sur la chaîne alimentaire », explique Daniel Izquierdo, directeur général et cofondateur de Micron Agritech. « Ce qui entre dans l'organisme des animaux finit dans nos assiettes. »

Avec d'autres étudiants de l'université de technologie de Dublin, Daniel Izquierdo a mis au point une solution basée sur l'apprentissage automatique qui permet aux agriculteurs d'effectuer eux-mêmes des tests rapides à l'aide d'un kit spécial et d'un smartphone.

Grâce à ce projet, les membres de l'équipe ont remporté plusieurs prix et récompenses si bien qu'en 2019, ils étaient prêts à quitter le giron de l'université et à créer leur propre entreprise. Un investissement en fonds propres de The Yield Lab Europe, une société de capital-risque soutenue par le Fonds européen d'investissement, les a aidés à franchir l'étape suivante. « Ils nous ont accompagnés dans le développement de nos produits. C'est grâce à eux que nous en sommes là aujourd'hui », commente Daniel Izquierdo.

Micron Agritech illustre la manière dont le capital-risque contribue à faire advenir l'innovation dont le secteur agricole a tant besoin. La population mondiale devrait culminer à 10,4 milliards dans 60 ans approximativement, mais nourrir toutes ces bouches ne sera pas chose facile pour notre planète déjà très sollicitée. Il est essentiel d'apporter du capital-risque pour soutenir l'innovation et les nouvelles technologies afin de garantir que les générations futures ne souffrent pas de la faim ; c'est pourquoi le FEI investit dans des fonds tels que The Yield Lab Europe.

« En investissant dans des fonds gérés par des sociétés de capital-risque et de capital-investissement, nous pouvons multiplier les ressources que nous mettons à disposition sur le marché », affirme Adelaide Cracco, responsable des questions relatives à l'impact sur le climat et l'environnement au FEI. « Lorsque nous travaillons aux côtés des investisseurs de cette manière, chaque euro que nous investissons mobilise quatre euros supplémentaires auprès d'autres investisseurs. »

Faire son miel de l'innovation

ApisProtect est un autre exemple de jeune pousse de l'agrotechnologie que le Fonds européen d'investissement a soutenue. Basée à Cork, en Irlande, elle a mis au point un système innovant qui aide les apiculteurs à accroître leur productivité et à réduire les coûts.

En combinant l'internet des objets et l'intelligence artificielle, ApisProtect extrait et interprète à distance les données issues des ruches.

Les investissements en capital-risque comme ceux dans Micron Agritech et ApisProtect promeuvent l'innovation à ses premiers stades de développement. « Des innovations comme celles-ci peuvent changer la donne et révolutionner des secteurs entiers en donnant naissance aux nouveaux produits et technologies nécessaires pour l'avenir, ceux qui auront des retombées énormes », conclut Adelaide Cracco du FEI.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ROBOTS LIVREURS

La société de robotique Starship Technologies redéfinit nos habitudes en matière d'achat et de livraison, en conjuguant innovation verte et mobilité urbaine

■ imaginez la scène suivante : vous rentrez du travail et vous avez faim. Vous décidez donc de commander un repas en ligne et attendez qu'il arrive. Mais lorsque vous ouvrez la porte après avoir reçu une notification de livraison, vous ne voyez personne ; juste un petit robot blanc, à l'allure futuriste, de la taille d'un panier de courses.

De la science-fiction ? Non, une réalité pour de nombreux consommateurs en Estonie, en Finlande, au Danemark, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

À l'origine de cette innovation, Starship Technologies, une entreprise créée en 2014 en Estonie par Ahti Heinla et Janus Friis, respectivement architecte principal et cofondateur de Skype. Depuis lors, la société a effectué plus de 3,5 millions de livraisons commerciales, couvrant une distance de plus de 7 millions de kilomètres dans le monde, soit plus que n'importe lequel de ses concurrents.

Les robots livreurs du futur

Les robots de Starship tiennent plus de R2-D2 que de Terminator, mais ne vous fiez pas à leur apparence adorable : ils sont costauds. Équipés de douze caméras et de six roues, ces robots peuvent monter sur les trottoirs, éviter des objets, laisser passer les piétons à proximité et même détecter des obstacles, comme des voitures en mouvement, qui se trouvent à jusqu'à 300 mètres de distance.

Ils peuvent aussi effectuer des livraisons de façon plus intelligente. Alimentés à l'électricité et guidés grâce à l'association de capteurs, de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique, ils peuvent calculer les itinéraires les plus courts et les plus sûrs afin de réduire le délai et l'empreinte carbone des livraisons. « En moyenne, une livraison Starship utilise autant d'énergie qu'une bouilloire pour remplir une tasse de thé », explique Henry Harris-Burland, responsable du marketing à Starship.

Des solutions plus vertes et plus innovantes

Le transport de marchandises est une grande source de pollution dans de nombreuses villes, mais les robots livreurs de Starship peuvent réduire les embouteillages et les émissions nocives liées au dernier kilomètre. « Chaque robot peut remplacer dix voitures en moyenne », explique Henry Harris-Burland. « Une étude récente, menée avec le conseil municipal de Milton Keynes, au Royaume-Uni, a montré que plus de 280 000 trajets en voiture ont été évités grâce à nos robots. Cela représente l'émission de 137 tonnes de CO₂ et de 22 kg de protoxyde d'azote. »

La Banque européenne d'investissement soutient l'entreprise au moyen d'un prêt d'amorçage-investissement (quasi-fonds propres) de 50 millions d'euros, signé en janvier 2022. Ce financement, appuyé par le Fonds européen pour les investissements stratégiques, s'inscrit dans le cadre du Mécanisme de financement de la croissance européenne, un produit destiné à remédier au manque de capital-risque pour les jeunes pousses innovantes en Europe.

DES CHEFS DE FILE DE L'INTERNET DES OBJETS

Deux entreprises européennes transforment l'internet des objets en proposant des services numériques innovants pour les bâtiments

La technologie de l'internet des objets (IDO) peut transformer et optimiser notre façon de vivre, de conduire, de travailler, de fabriquer des produits ou de recevoir des soins médicaux. Elle peut également contribuer à réduire la consommation d'énergie et les émissions de carbone. Avec, selon les estimations, plus de 41 milliards d'appareils connectés d'ici à 2025, l'internet des objets est une composante vitale de la transformation numérique et une technologie clé pour l'autonomie numérique de l'Europe.

Fondée à Cracovie, en Pologne, Kontakt Micro-Location (connue sous la dénomination de Kontakt.io) utilise la technologie Bluetooth pour révolutionner les systèmes de localisation en intérieur. « Pendant des années, les autres entreprises ont proposé des solutions monolithiques coûteuses et complexes », explique Philipp von Gilsa, directeur général de Kontakt.io. « Nous fabriquons des appareils IDO intelligents, des solutions en nuage et des logiciels puissants capables de transformer les bâtiments en environnements intérieurs durables. »

Faire interagir les personnes, les objets et les bâtiments

Kontakt.io utilise l'intelligence artificielle, des capteurs et les technologies en nuage, en s'appuyant sur le wifi de bâtiments intelligents pour créer une nouvelle couche de métadonnées.

Grâce aux applications de géolocalisation de Kontakt.io, une infirmière pourra trouver facilement l'équipement médical désinfecté le plus proche et les entreprises pourront gérer l'utilisation des espaces de travail et de l'énergie de manière plus efficace.

« Nos produits contribuent à optimiser la consommation d'énergie d'un bâtiment », explique Łukasz Szelejewski, directeur technique de Kontakt.io. « Comprendre comment les bâtiments sont réellement utilisés consolide le socle de données grâce auquel la consommation de chauffage, de ventilation et de climatisation peut être limitée au minimum, réduisant ainsi les coûts énergétiques de 35 %. »

La Banque européenne d'investissement appuie Kontakt.io au moyen d'un financement de 12 millions d'euros, signé en février 2022, par l'intermédiaire de son Fonds de garantie européen, un mécanisme destiné à aider les entreprises européennes à faire face à l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Nombre de ses bénéficiaires sont de jeunes entreprises de haute technologie qui, sinon, auraient peut-être dû se tourner vers les États-Unis ou la Chine pour obtenir un financement.

Produits de l'internet des objets fabriqués en Lituanie

Autre société spécialisée dans l'internet des objets bénéficiant d'un appui de la BEI, Teltonika IoT Group crée du matériel et des réseaux sans fil innovants, comme des dispositifs de repérage de véhicules, des GPS et des modems.

« Nous nous sommes lancés en 1998 en Lituanie en tant que très petite entreprise et avec beaucoup de difficultés en perspective », explique Arvydas Paukštys, fondateur et président de Teltonika IoT Group. « Désormais, nous commercialisons des produits de l'internet des objets, uniques et fabriqués en Lituanie, dans plus de 160 pays. »

Afin d'appuyer Teltonika, la BEI a signé en mai 2022 une opération de 50 millions d'euros, adossée à une garantie du budget de l'UE au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques.

DES MÉDICAMENTS POUR TUER LE CANCER

Une entreprise polonaise met au point de nouveaux médicaments pour lutter contre le cancer du sang et les tumeurs solides grâce à des thérapies ciblées

La leucémie aiguë myéloïde est une forme grave de cancer du sang. Connue sous le nom de LAM, elle est relativement rare : environ 20 000 nouveaux cas par an en Europe et tout autant aux États-Unis. Il s'agit cependant d'un cancer très agressif et, s'agissant des patients adultes, il affiche le taux de survie le plus bas de tous les cancers du sang.

Les nouveaux médicaments mis au point par Ryvu Therapeutics, une société polonaise de biotechnologie, pourraient donner un nouvel espoir aux patients souffrant de LAM ou d'autres cancers pouvant engager le pronostic vital.

« Notre corps est un outil très puissant », explique Krzysztof Brzozka, directeur scientifique de Ryvu. « Nous avons tous hébergé des cellules cancéreuses dans notre corps, mais nous avons à peine remarqué leur présence parce que notre système immunitaire les a éliminées. En de rares occasions cependant, les cellules dysfonctionnelles sont si agressives ou immunosuppressives que nous voyons les tumeurs, et nous les voyons se propager sous forme de cancer. »

De petites molécules à fort potentiel

La Banque européenne d'investissement octroie à Ryvu un prêt d'amorçage-investissement de 22 millions d'euros pour soutenir la recherche et les essais cliniques effectués par l'entreprise.

Ryvü a développé la capacité d'identifier et d'optimiser rapidement les molécules grâce à différents mécanismes d'action adaptés aux divers types de cancer et méthodes de traitement. Actuellement, deux médicaments candidats se trouvent en phase d'essais cliniques : SEL24 et RVU120, des inhibiteurs de la kinase qui bloquent les processus cellulaires entraînant le développement du cancer.

Ces deux médicaments candidats sont testés actuellement en vue du traitement du cancer du sang. RVU120 est également testé dans le contexte des tumeurs solides, comme dans le cas du cancer du sein ou de la prostate. Ces médicaments candidats se présentent sous forme de capsules et peuvent être pris à domicile – un grand avantage pour les patients sur lesquels pèse généralement le poids de visites fréquentes à l'hôpital, de transfusions sanguines, d'infections récurrentes, de douleurs et de fatigue.

Soutien de l'UE à la recherche de pointe en Pologne

Le prêt d'amorçage-investissement de la BEI est couvert par la garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). « Nous avons été impressionnés par les données qu'ils ont accumulées jusqu'à présent », se réjouit Cristina Niculescu, spécialiste principale des sciences de la vie à la BEI. « Leur stratégie semble très prometteuse. »

Cependant, les projets de biotechnologie présentent un risque relativement élevé en raison de l'incertitude liée aux résultats des essais cliniques. « Sans la garantie du FEIS, nous ne serions pas en mesure de financer ce projet », affirme Anna Stodolkiewicz, chargée d'investissement à la BEI.

Depuis 2015, la BEI a investi environ 1 milliard d'euros dans des projets de recherche sur le cancer, une maladie qui tue chaque année 10 millions de personnes dans le monde. « Nombreux sont les projets qui peuvent échouer, et nous risquons de perdre de l'argent qui aurait pu être utilisé pour construire une nouvelle autoroute. Mais il suffit d'une réussite pour transformer la vie de millions de personnes », conclut Cristina Niculescu.

L'AVENIR NE SERA PAS BINAIRE

Une entreprise finlandaise va au-delà des zéros et des uns pour construire des ordinateurs quantiques qui accélèrent les avancées scientifiques et améliorent la vie de tout un chacun

L'expression « ordinateur quantique » évoque probablement pour vous les films de science-fiction hollywoodiens, où cette technologie sert à manipuler le temps et à alimenter en électricité des villes futuristes. Pourtant, les ordinateurs quantiques existent bel et bien. Les spécialistes estiment qu'ils pourraient changer le monde, créer des technologies futuristes et transformer les rêves de science-fiction en réalité.

La société finlandaise IQM Quantum Computers participe aux prémices de l'ère de l'informatique quantique. « Nous sommes la première usine de fabrication de matériel d'informatique quantique d'Europe », déclare Juha Vartiainen, cofondateur et directeur des opérations d'IQM. « Nos processeurs et ordinateurs quantiques pourraient révolutionner de nombreux secteurs, de la mise au point de médicaments et de vaccins à la cybersécurité, et déboucher sur d'importantes innovations dans les domaines des technologies climatiques. »

L'informatique quantique est considérée comme la prochaine grande nouveauté technologique, les spécialistes prévoyant que le marché atteindra 770 millions de dollars d'ici à 2025. C'est pourquoi la BEI soutient IQM au moyen d'un prêt de 35 millions d'euros, signé en février 2022, avec l'appui de son Fonds de garantie européen.

Les ordinateurs quantiques : comment ça marche ?

En 1981, Richard Feynman, un physicien visionnaire, a suggéré qu'un ordinateur quantique pourrait réaliser des simulations de systèmes physiques qu'un ordinateur classique n'était pas en mesure de faire. Malheureusement, à l'époque, personne ne savait comment construire un ordinateur de ce type.

Dix-sept ans plus tard, Isaac L. Chuang, Neil Gershenfeld et Mark Kubinec allaient prouver que cela était possible en créant le premier ordinateur quantique à deux qubits. Cette avancée allait ouvrir la voie à un ordinateur quantique grandeur nature, une quête qui est encore en cours.

Un ordinateur standard traite des bits numériques, qui peuvent avoir la valeur 0 ou 1. L'ordinateur quantique utilise des bits quantiques ou qubits qui peuvent avoir comme valeurs 0, 1 ou une superposition quantique de 0 et de 1, ce qui augmente considérablement sa capacité de calcul.

Par exemple, un futur ordinateur quantique pourrait s'affranchir en quelques secondes de n'importe quel système de sécurité conventionnel actuel. Les meilleurs supercalculateurs d'aujourd'hui nécessiteraient des millions d'années pour accomplir la même tâche.

Les ordinateurs quantiques exécuteront principalement les mêmes fonctions que nos ordinateurs actuels, mais plus rapidement. Toutefois, il existe de nombreuses autres utilisations possibles pour cette nouvelle technologie.

« Avec des ordinateurs quantiques, nous pourrions simuler des réactions chimiques, ce qui faciliterait la mise au point de médicaments et la production de différents matériaux », explique Juha Vartiainen. « De la finance à l'énergie, en passant par la médecine, les sciences des matériaux, la logistique et les industries de pointe, l'informatique quantique accélère les découvertes et les percées pour améliorer la vie de tous et toutes. »

“ Nos processeurs et ordinateurs quantiques pourraient révolutionner de nombreux secteurs, de la mise au point de médicaments et de vaccins à la cybersécurité, et déboucher sur d’importantes innovations dans les domaines des technologies climatiques. ”

Juha Vartiainen, cofondateur et directeur des opérations d’IQM Quantum Computers

Les prêts d’amorçage-investissement facilitent la recherche quantique

L’Europe possède une solide tradition de recherche quantique, de nombreux centres de premier plan au niveau mondial y étant implantés. Mais la Chine et les États-Unis commencent à prendre la tête de la course quantique.

Le Fonds de garantie européen de la banque de l’UE vise à renforcer la compétitivité de l’Europe en soutenant les entreprises touchées par le ralentissement économique lié au COVID-19. Nombre d’entre elles sont des entreprises technologiques qui n’ont pas suffisamment de capital en réserve, alors qu’elles ont justement besoin de donner davantage d’ampleur à leur activité. Cela revêt une importance particulière dans le secteur des technologies, car les entreprises européennes pourraient alors devoir se tourner vers les États-Unis ou la Chine pour obtenir d’autres sources de financement.

« Le Fonds nous permet de proposer des solutions de prêt d’amorçage-investissement à long terme et de répondre aux besoins de financement uniques des entreprises innovantes à la croissance rapide dans des secteurs cruciaux pour l’avenir de l’Europe », déclare Cristian Antoci, gestionnaire de prêts d’amorçage-investissement et de fonds propres à la BEI.

Avec le soutien de la Banque européenne d’investissement, IQM peut continuer à jouer un rôle de pionnier dans la recherche quantique en Europe et dans le monde. « Ce financement servira à développer et étendre nos opérations en Europe », déclare Pia-Johanna Lemmetty, responsable des finances chez IQM. « Il nous aidera également à poursuivre le développement de notre produit et à étoffer notre équipe de spécialistes extrêmement talentueux. »

Trouver des solutions quantiques aux problèmes modernes

IQM souhaite utiliser son innovation pour remédier à la crise climatique.

« L’informatique quantique pourrait faire partie intégrante de la recherche de solutions aux questions climatiques », déclare Juha Vartiainen. « Elle pourrait déboucher sur la mise au point de batteries plus efficaces pour remplacer le moteur à combustion, sur l’amélioration des technologies de modélisation météorologique ou sur l’optimisation du réseau énergétique pour réduire les émissions de CO₂ des flux de circulation urbaine. »

L’entreprise contribue également à la création de l’écosystème quantique européen de nouvelle génération.

En décembre 2021, la société a ouvert une usine de fabrication spécialisée à Espoo, en Finlande. Cette nouvelle usine créera des emplois de haute technicité et stimulera davantage la recherche à l’échelle mondiale en collaborant avec des universités et des centres de recherche internationaux.

À LA RECHERCHE DU SENS PERDU

Des satellites aux chargeurs de véhicules électriques en passant par l'agriculture bénéfique pour les sols, le pionnier de l'investissement axé sur l'impact Ananda soutient des entreprises bonnes pour la société et l'environnement

Florian Erber avait déjà une belle carrière. Ingénieur électricien, il avait travaillé dans le secteur du capital-risque en Californie et à Munich. Il avait vendu sa propre jeune pousse à une grande multinationale. Mais il se demandait toujours comment décrire son métier à sa fille de quatre ans. « Je cherchais encore, dit-il, à donner un sens à tout cela. »

C'est alors qu'il s'est orienté vers la filière encore balbutiante de l'investissement d'impact. « J'ai décidé d'expliquer à ma fille que je veillais à améliorer l'environnement. Voilà ce que je voulais dire à mon enfant et à moi-même. »

Créé en 2009 avec Johannes Weber, le fonds d'investissement Erber est né d'une prise de conscience, d'un « refus de créer des entreprises qui ne changeaient pas vraiment la donne ». Ils sont aujourd'hui à la tête d'un fonds devenu emblématique dans la sphère de l'investissement d'impact, qui ne cesse de grandir. En mai 2022, Ananda Impact Ventures a bouclé son quatrième fonds d'investissement à 108 millions d'euros, en incluant son troisième investissement obtenu auprès du Fonds européen d'investissement.

« Les fonds dans lesquels nous investissons mesurent leur impact », explique Maximilian Heyde, gestionnaire d'investissements au FEI, filiale de la Banque européenne d'investissement. « Ils visent à résoudre des problèmes sociétaux ou environnementaux, tout en générant des rendements financiers pour les investisseurs. »

Le Fonds européen d'investissement, en particulier, est l'une des clés de voûte de l'investissement d'impact. « Le FEI a commencé très tôt à bâtir le marché de l'investissement d'impact », déclare Florian Erber. « C'est grâce à lui que notre deuxième fonds a pu réellement voir le jour. »

L'investissement d'impact apporte des innovations qui bénéficient à l'Europe

Les investissements d'impact contribuent également à la compétitivité de l'Europe à l'échelle internationale en finançant des innovations qui, sinon, n'auraient pu voir le jour sans l'aide financière des États-Unis ou de l'Asie, ce qui aurait eu des répercussions sur la **sécurité de l'approvisionnement** du continent. « Souvent, les fonds de capital-risque européens sont trop petits pour soutenir les dernières phases de croissance des entreprises. Celles-ci comptent alors sur des fonds plus importants en provenance des États-Unis ou de la Chine », commente Maximilian Heyde du FEI. « L'un de nos objectifs stratégiques est de fournir les capitaux supplémentaires qui aideront les fonds de capital-risque à mieux financer la croissance d'entreprises dont les technologies ont un impact positif sur le climat ou l'environnement. »

Depuis 2008, le Fonds européen d'investissement a investi 1,4 milliard d'euros dans des fonds d'investissement d'impact, dont plus de la moitié au cours des trois dernières années. Cette activité devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années, le FEI s'étant engagé à porter à 25 % au minimum la part de ses investissements annuels en faveur du climat et de l'environnement.

“ Par le passé, l’Europe a eu du mal avec la transition numérique. Mais, à présent, nous disposons d’un marché où nous dominons les États-Unis. Il est important de continuer à faire la course en tête, afin que nous puissions réussir partout dans le monde. ”

Jörg Heuer, fondateur et PDG d’EcoG

En soutenant les jeunes pousses, l’UE évite que les sociétés de capital-risque américaines et asiatiques n’aient les coudées trop franches. Autre entreprise dans laquelle Ananda a investi, EcoG a démarré ses activités il y a cinq ans à Détroit. Toutefois, un an plus tard, ses dirigeants ont décidé de continuer à développer l’entreprise à Munich. « L’infrastructure de recharge pour véhicules électriques est un marché dans lequel l’Europe a deux ou trois longueurs d’avance », déclare Jörg Heuer, fondateur et PDG d’EcoG. « Par le passé, l’Europe a eu du mal avec la transition numérique. Mais, à présent, nous disposons d’un marché où nous dominons les États-Unis. Il est important de continuer à faire la course en tête, afin que nous puissions réussir partout dans le monde. »

Un androïde pour recharger les véhicules électriques

Jörg Heuer compare le produit fabriqué par EcoG à « un androïde au service de l’infrastructure de recharge des véhicules électriques ». Les bornes intelligentes de cette entreprise permettent aux consommateurs de recharger leurs véhicules au moment où l’électricité coûte le moins cher en raison de la grande disponibilité d’énergie renouvelable. Il s’agit d’un atout de taille, car la multiplication attendue des véhicules électriques risque de mettre à rude épreuve la capacité électrique de l’Europe.

EcoG permet de lutter contre les changements climatiques à double titre : tout d’abord, en apaisant les craintes liées à l’autonomie et en rendant plus attrayant l’achat d’un véhicule électrique ; puis, en permettant que ces nouveaux véhicules consomment une énergie plus verte. « Si nous continuons à produire des chargeurs pour véhicules électriques comme nous fabriquons des grille-pain, nous n’aurons pas la flexibilité qui permet d’évoluer au fil du temps », affirme Jörg Heuer. « Sur toute la durée de vie d’un smartphone, l’utilisateur peut innover en y installant de nouvelles fonctionnalités. Nous avons cette même vision pour les chargeurs électriques. »

Développement de l’investissement d’impact

Le succès d’entreprises comme EcoG est gratifiant pour Florian Erber, qui a vu le marché de l’investissement d’impact grandir en même temps que sa fille, Natalie, aujourd’hui âgée de 18 ans.

« Quand j’ai commencé à travailler dans l’investissement d’impact, la plupart de mes homologues du secteur du capital-risque me disaient “Tout cela est très beau, mais comment feras-tu pour en vivre ? Comment gagneras-tu de l’argent ?” » se souvient-il. « Aujourd’hui, ce sont eux qui nous appellent, parce qu’ils ont compris que les fonds de capital-risque classiques doivent s’adapter. Ils doivent prendre l’impact plus au sérieux. »

Tout comme la jeune Natalie Erber, l’investissement d’impact a grandi et son avenir s’annonce prometteur.

DES CELLULES POUR GUÉRIR L'INCONTINENCE

Une société de biotechnologie autrichienne met au point des thérapies cellulaires qui pourraient aider des millions de personnes souffrant d'incontinence à retrouver une vie active

Imaginez la scène : vous vous précipitez aux toilettes, mais vous n'arrivez pas à temps. Une idée angoissante mais, malheureusement, une réalité pour de nombreuses personnes. Rien qu'en Europe, quelque 20 millions d'adultes souffrent d'incontinence fécale. L'incontinence urinaire est encore plus fréquente.

Innovacell, une entreprise de biotechnologie autrichienne, met au point des thérapies cellulaires qui pourraient résoudre ce problème. Des cellules précurseurs issues des propres muscles du patient sont injectées dans le sphincter lésé ou affaibli et aident à le régénérer afin de restaurer sa fonctionnalité.

Pour accélérer la phase finale des essais cliniques, Innovacell a reçu, en décembre 2021, un prêt d'amorçage-investissement de 15 millions d'euros de la BEI. Les activités de développement ont connu un ralentissement pendant la pandémie de COVID-19 et ces fonds aideront l'entreprise à conserver son avance sur la concurrence.

« Aux États-Unis, il existe une entreprise qui travaille sur ce type de thérapie. Elle a au moins cinq ans de retard sur nous en matière de développement », se félicite Ekkehart Steinhuber, le directeur général de la société. « Ce prêt a joué un rôle capital pour contribuer à convaincre les investisseurs que nous n'allions pas manquer de ressources dans un avenir proche. »

Guérir l'incontinence améliore la qualité de vie

L'incontinence est plus répandue chez les personnes âgées. C'est le deuxième motif de placement en maison de retraite. Cependant, les plus jeunes peuvent en souffrir aussi. Les femmes, par exemple, peuvent subir des lésions du sphincter lors de l'accouchement.

À ce jour, « il n'y a pas grand-chose que l'on puisse faire pour maîtriser les fuites », explique Valeria Iansante, spécialiste des sciences de la vie à la BEI. Les traitements actuels vont d'un changement de régime alimentaire à la kinésithérapie, en passant par la prise de médicaments, l'électrostimulation et diverses interventions chirurgicales. Certains traitements sont particulièrement invasifs et leur effet n'est souvent pas pérenne.

Une injection unique pour une guérison à long terme

Innovacell a choisi une méthode différente. Du tissu musculaire – de la taille d'un noyau de cerise – est prélevé dans le muscle pectoral du patient. Des cellules souches sont isolées du tissu prélevé puis transformées en précurseurs musculaires, qui sont ensuite injectés dans le sphincter du patient où ils aident à régénérer le muscle afin de restaurer sa fonctionnalité.

L'entreprise s'appuie sur une technologie brevetée pour implanter les cellules à l'aide d'une aiguille très fine. La procédure, guidée par ultrasons, est peu invasive et très précise. Elle peut aboutir à une guérison définitive : « Nous disposons de données sur des patients traités il y a huit ans », explique Ekkehart Steinhuber, qui dirige l'entreprise depuis 2009. « L'effet du traitement est durable. »

“ Ce prêt a joué un rôle capital pour contribuer à convaincre les investisseurs que nous n’allions pas manquer de ressources dans un avenir proche. ”

Ekkehart Steinhuber, PDG d’Innovacell

Le soutien de l’UE dans la course à l’approbation

Innovacell possède trois produits candidats pour traiter différents types d’incontinence fécale et urinaire. L’ICEF15, le principal candidat de l’entreprise, traite l’incontinence fécale impérieuse ; il est entré en phase III, la dernière étape des essais cliniques avant l’approbation réglementaire. À l’heure actuelle, la société a besoin d’investir des sommes considérables. « Une étude de ce type coûte des dizaines de millions d’euros », indique Ekkehart Steinhuber.

Lever des fonds à ce stade et dans ce secteur n’est pas chose aisée en Europe. De nombreuses sociétés cherchent donc des financements aux États-Unis ou en Asie, ce qui entraîne souvent un exode des forces vives scientifiques hors d’Europe.

« Les investisseurs européens s’intéressent peu aux thérapies cellulaires », déplore Cyril Teixeira Da Silva, chargé d’investissement à la BEI, qui a participé à la mise en place du prêt consenti à Innovacell. « Mais nous aimerions conserver cette innovation en Europe. »

La BEI, qui est la banque de l’UE, a pu proposer à Innovacell un financement à risque couvert par le Fonds de garantie européen. Ce fonds a été créé pour aider les entreprises touchées par la pandémie. « Cela reste un investissement risqué », poursuit Cyril Teixeira Da Silva. « Sans la garantie, il n’aurait pas été possible de lui accorder un financement à ce stade. Il aurait au moins fallu attendre que la phase III donne des résultats positifs. »

Le Japon, un pays prometteur pour la médecine régénérative

Selon Innovacell, le Japon offre d’excellents débouchés car sa population âgée en fait un marché dynamique pour les traitements de l’incontinence. Afin d’obtenir l’approbation de son produit, la société y mène aussi des essais de phase III. Le Japon est attrayant, car le potentiel des thérapies régénératives y est reconnu. Les entreprises qui mettent au point ces traitements à forte intensité de recherche peuvent plus facilement pratiquer des prix plus élevés.

Innovacell a été créée en 2000 à la suite des travaux de l’université de médecine d’Innsbruck ; le soutien de la Banque lui permet d’exporter ses connaissances scientifiques dans le monde, au bénéfice de la population dans l’UE et au-delà.

Selon Valeria Iansante, l’experte de la BEI, « on peut voir dans Innovacell l’avenir de la médecine régénérative. Les besoins médicaux sont importants et les bénéfices, pour les patients, pourraient être considérables. C’est la raison pour laquelle nous mettons des ressources de l’UE à la disposition de cette entreprise. »

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE

“ La coopération régionale entre l'Union européenne et ses voisins est plus importante que jamais. La Banque européenne d'investissement est comme un pont : elle relie les personnes et les lieux à des projets durables qui offrent une vie meilleure aux générations actuelles et futures. **”**

Souad Farsi, cheffe du bureau de la BEI à Amman, Jordanie

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Face à une série de crises internationales, la BEI donne une forme nouvelle à son intervention à l'extérieur de l'Union européenne afin de relever les défis mondiaux en produisant un impact toujours plus grand. Partant des objectifs de l'UE en matière de durabilité, de développement, d'action climatique et de transition numérique, BEI Monde, notre nouvelle branche spécialisée dans le développement créée en 2022, met en œuvre des instruments et des projets concrets. Chaque projet encadré par BEI Monde répond à un besoin économique vital, tout en promouvant des valeurs de liberté, de dignité humaine et d'État de droit dans un monde moins stable que nous ne l'imaginions auparavant.

BEI Monde est conçue pour favoriser des partenariats solides et ciblés à la fois au sein et par l'intermédiaire de l'Équipe Europe et avec nos partenaires du monde entier.

HARMONISER LA MICROFINANCE

Grâce à l'assistance technique de l'UE, l'institution palestinienne de microfinance Faten a pu mobiliser 8 millions de dollars à l'appui des petites entreprises

Shua'a Yassin ne demande qu'à offrir des tests spécialisés de meilleure qualité, plus rapides et à plus large spectre aux patients qui viennent dans son laboratoire de Ramallah, en Cisjordanie. Technicien de laboratoire spécialisé en hématologie, Shua'a Yassin a quitté son emploi au ministère palestinien de la santé en 2014 pour fonder Lab Tech.

« Au départ, nous effectuions de simples tests de routine car nous étions un laboratoire généraliste », témoigne-t-il. « Puis nos activités ont pris de l'ampleur et nous nous sommes spécialisés en hématologie et en tests moléculaires. » Son laboratoire emploie maintenant neuf personnes, aussi bien des hommes que des femmes.

Pour élargir son offre de services, Shua'a Yassin avait besoin de matériel plus sophistiqué. Il a été en mesure d'en faire l'acquisition grâce à des prêts octroyés par Palestine for Credit and Development – Faten, une institution de microfinance basée à Ramallah, qui a reçu en 2022 la deuxième tranche d'un prêt de 10 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement.

Faten a été créée en 1999. Il s'agit aujourd'hui de la plus grande institution de microfinance en Cisjordanie et à Gaza. L'encours de son portefeuille s'élève à près de 157 millions de dollars, en faveur de 26 400 bénéficiaires actifs, selon Hamza Ghannam, gestionnaire du département de crédit de l'institution.

Harmoniser les conventions

En 2019, la BEI a signé un accord de prêt de 10 millions de dollars avec Faten. Le premier décaissement de 2 millions de dollars a été effectué en 2020. En raison d'un concours de circonstances difficiles, Faten a eu du mal à respecter les conditions du prêt. Ces difficultés ont entraîné un retard dans le décaissement des 8 millions de dollars restants.

Faten était confrontée à un défi de taille : après avoir conclu près de 50 conventions de financement différentes avec 17 bailleurs de fonds distincts, dont la BEI, l'institution de microfinance peinait à ne pas perdre pied face à la multitude de conditions de prêt.

Pour surmonter cet obstacle et pouvoir décaisser les 8 millions de dollars restants, la banque de l'UE a proposé d'aider Faten dans le cadre du programme d'assistance technique en faveur de l'inclusion financière dans les pays voisins du Sud. Ce programme est financé au titre du Mécanisme de capital-risque pour les pays voisins du Sud, créé par la BEI et la Commission européenne pour promouvoir l'inclusion financière dans la région.

« Le programme d'assistance technique couvre tout un éventail de pays – le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, l'Algérie, l'Égypte, le Liban et les territoires palestiniens* », déclare Emma-Jayne Paul, experte en assistance technique pour la microfinance à BEI Monde, la branche de la Banque européenne d'investissement qui gère les projets en dehors de l'Union européenne.

« Initialement prévu pour durer trois ans, ce programme, vu son succès, sera prolongé de deux ans supplémentaires, jusqu'à la fin du mois de janvier 2025 », expose-t-elle.

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE

“ Nous recherchons maintenant des appareils qu’on ne trouve pas chez nous, comme des séquenceurs de nouvelle génération et des instruments plus spécialisés qui analysent l’ADN humain. ”

Shua’a Yassin, fondateur de Lab Tech

Simplifier une myriade d’accords

Faten a accepté cette aide avec enthousiasme. L’institution de microfinance devait respecter de nombreux ensembles de conditions de prêt, ou conventions, émanant de 17 bailleurs de fonds différents. La tâche était compliquée, parce que parfois les conventions se ressemblaient beaucoup et ne présentaient que de légères différences entre elles.

Faten les a toutes examinées pour n’en retenir que six. L’institution a ensuite entamé une longue et complexe négociation avec chacun des bailleurs de fonds pour qu’ils approuvent les nouvelles conventions.

Des conditions à l’épreuve des crises

La situation politique en Cisjordanie et à Gaza est compliquée et les crises fréquentes. « Nous ne contrôlons pas nos frontières, qu’il s’agisse de la frontière avec la Jordanie, des frontières maritimes ou des frontières avec d’autres pays autour de nous, comme le Liban et la Syrie », commente Hamza Ghannam. « Cela rend difficiles les exportations et les importations. »

Ainsi, lorsque les conventions ont été renégociées, il était également important que les bailleurs de fonds comprennent l’instabilité inhérente aux activités de Faten.

Au prix de compromis, les 17 bailleurs ont tous fini par adopter les six mêmes conventions. À l’issue de cette initiative, la BEI a pu débloquer les 8 millions de dollars. Depuis le décaissement, effectué en juillet, Faten a obtenu la confiance de trois nouveaux bailleurs de fonds, qui ont également accepté les mêmes conventions.

L’équipe d’assistance technique de la Banque espère qu’il sera possible de reproduire cette initiative avec d’autres institutions de microfinance actives dans des économies touchées par une crise.

Lab Tech se tourne vers l’avenir

Grâce aux prêts que Lab Tech a obtenus de Faten, Shua’a Yassin a pu acheter plusieurs machines spécialisées pour effectuer des tests hormonaux et moléculaires. En février, il a utilisé les 30 000 dollars reçus récemment pour acheter du matériel de test PCR en temps réel.

« Nous recherchons maintenant des appareils qu’on ne trouve pas chez nous, comme des séquenceurs de nouvelle génération et des instruments plus spécialisés qui analysent l’ADN humain », précise-t-il. « Nous sommes en quête de financement pour ces appareils. »

* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d’un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LES FEMMES

La compagnie d'électricité brésilienne Neoenergia ouvre une école pour que les femmes deviennent électriciennes, promouvant ainsi l'inclusion sociale

Érica Carvalho de Oliveira est issue d'une famille d'électriciens. Aujourd'hui, elle est sur le point de devenir la première femme de sa famille à exercer ce métier, grâce à un nouveau programme social créé par Neoenergia, un énergéticien brésilien.

« Je suis très fière de participer à un projet qui lève les obstacles liés au sexe », déclare-t-elle. « Il s'agit de sortir de sa zone de confort et de montrer que les femmes comme les hommes peuvent occuper n'importe quel emploi. »

Présente dans 18 États du Brésil, Neoenergia est l'un des plus grands fournisseurs d'électricité du pays.

L'entreprise a créé en 2013 une école d'électricité à Bahia pour améliorer les conditions de vie des populations défavorisées. Neoenergia s'appuie sur l'éducation et la formation pour renforcer l'inclusion, en aidant les femmes, mais aussi les personnes moins instruites ou issues de milieux plus pauvres, à trouver de meilleurs emplois.

En 2019, l'école a ouvert des classes destinées aux femmes pour mettre un terme à l'idée reçue que le métier d'électricien serait réservé aux hommes.

« Ce projet a été créé et mis en œuvre afin d'aider les populations les plus pauvres à entrer sur le marché du travail et à bénéficier du minimum requis pour des conditions de vie décentes, à savoir pouvoir payer le loyer et la nourriture », explique Régia Barbosa, qui dirige le développement organisationnel chez Neoenergia. « Il s'agit d'ouvrir des possibilités pour de meilleures conditions de vie, mais aussi de montrer que les secteurs généralement associés aux hommes offrent également des perspectives d'emploi pour les femmes. »

En 2021, l'entreprise avait embauché plus de 1 600 personnes ayant terminé la formation de l'école d'électricité. Aujourd'hui, près de 300 femmes sont devenues électriciennes certifiées grâce à ce programme.

Parvenir à l'égalité entre les sexes

En mars 2022, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 200 millions d'euros avec Neoenergia pour soutenir davantage de projets liés aux énergies renouvelables au Brésil. Cet investissement aidera également l'entreprise à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et à être plus active sur le plan social.

Joana Sarmento Coelho, chargée de prêts à la BEI qui a travaillé sur ce projet, affirme que le programme de formation en électricité de Neoenergia est un bon exemple que pourraient suivre d'autres entreprises souhaitant favoriser l'inclusion.

« Neoenergia peut être très fière de ce projet », explique-t-elle. « Il montre que, peu importe le pays ou le statut social et économique, quand il y a une volonté, les résultats suivent. Et c'est sans aucun doute le chemin vers un avenir plus égalitaire et prospère. »

DE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR LES ZONES RURALES D'AFRIQUE

Un modèle hors réseau à grande échelle transforme l'accès à l'énergie solaire dans les zones rurales d'Afrique

Environ 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, malgré des progrès réalisés ces dernières années et la forte croissance du secteur solaire hors réseau sur le continent au cours de la dernière décennie.

Au Bénin, pas plus de 40 % de la population a accès à l'électricité, avec une disparité importante entre les zones urbaines (70 %) et rurales (18 %). Cela signifie qu'environ cinq millions de personnes vivent sans électricité. Seuls 10 % des ménages utilisent actuellement des solutions solaires hors réseau.

« Rien qu'au Bénin, plus d'un million de ménages sont privés d'une énergie moderne et durable », explique Hendrik Engelmann-Pilger, économiste principal de la division Programmes de transition énergétique de la BEI. « Ces ménages utilisent principalement des lampes à pétrole, des bougies, des lampes de poche et des générateurs pour s'éclairer et recharger leur téléphone portable. Ces solutions sont onéreuses, polluantes et souvent inefficaces. »

Les sources d'énergie propres et durables comme les dispositifs solaires et les kits solaires domestiques pour les ménages hors réseau ont des coûts initiaux élevés qui représentent un défi pour ceux ayant des revenus moyens ou faibles. ENGIE Energy Access, principal fournisseur de formules de tarification à l'usage (PAYGo) et de mini-réseaux en Afrique, propose une solution.

De l'électricité propre et abordable

Avec la tarification à l'usage, les clients peuvent effectuer de petits paiements pour débloquer le système pour une journée ou une semaine d'utilisation à la fois, jusqu'à ce qu'ils aient payé le prix en totalité et que le système soit débloqué de façon permanente. Les Béninoises et Béninois pourront rembourser le coût de l'équipement au fil des ans en déboursant moins de 20 centimes par jour.

La BEI a accordé un prêt de 10 millions d'euros à ENGIE Energy Access Bénin, afin d'appuyer le déploiement de 107 000 kits solaires domestiques de grande qualité dans le pays. Ainsi, environ 643 000 personnes pourront accéder à de l'énergie propre dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Ce nouvel accord au Bénin fait suite au précédent soutien que la BEI a apporté à ENGIE pour déployer de l'énergie solaire hors réseau en Ouganda.

« Notre nouveau partenariat avec la Banque européenne d'investissement au Bénin fournira des solutions PAYGo ultra-abordables aux communautés rurales de tout le pays, en leur donnant accès à de l'énergie solaire propre et en contribuant à leur autonomisation financière », explique Gilian-Alexandre Huart, directeur général d'ENGIE Energy Access.

LE CONFORT, C'EST AVOIR L'EAU COURANTE

Alors que les changements climatiques aggravent la crise de l'eau au Sénégal, de nouvelles infrastructures soulagent plus d'un million de personnes dans tout le pays

Marie Sall s'est levée avant l'aube dans l'espoir de remplir un bidon pendant que l'eau coulait encore, afin que les sept personnes de sa famille aient assez d'eau pour boire et se laver pour la journée. Mais les robinets sont à sec depuis des semaines à Pikine, un quartier de Saint-Louis, ville du nord du Sénégal.

« Ce n'est pas une vie, ça », dit-elle en partageant entre ses cinq enfants une bouteille d'eau généreusement offerte par son voisin. Marie Sall n'a pas d'autre choix que de passer le reste de la journée à aller chercher de l'eau. Il y va de la survie de sa famille.

Un nouvel espoir se matérialise sous la forme d'un prêt de la Banque européenne d'investissement de 64,5 millions d'euros, associé à une subvention de 5,55 millions d'euros accordée par l'Union européenne à la République du Sénégal. Grâce à ce financement, la famille de Marie Sall ainsi que tous les résidents de Saint-Louis et de deux autres villes du centre et du sud du pays, Kaolack et Kolda, auront accès à l'eau potable.

« L'eau, c'est la vie. Je suis fier d'avoir participé à un projet qui aide des populations vulnérables au Sénégal. Nous nous sommes tenus aux côtés de nos partenaires africains et avons fait face aux difficultés causées par la pandémie de COVID-19 », déclare François-Xavier Parant, chargé de prêts principal à la BEI qui a travaillé sur cette opération.

La banque de l'UE intervient au Sénégal depuis 1966 et est aujourd'hui l'un des partenaires les plus solides du pays. Ce prêt aidera le Sénégal à garantir l'accès de tous et de toutes à l'eau, alors que la croissance démographique et de graves sécheresses intensifient la pression sur des ressources en eau limitées.

Alimenter en eau les petites villes du Sénégal

Avec ses 230 000 habitants, Saint-Louis est nichée entre le fleuve Sénégal et l'Atlantique. Cet emplacement stratégique a permis à la ville de prospérer par le passé, mais il la rend également vulnérable aux changements climatiques.

« Toute cette souffrance appartiendra au passé grâce à la nouvelle station d'épuration », déclare Abdou Diouf, directeur des travaux sur le terrain pour le compte de la Société nationale des eaux du Sénégal.

À l'issue du projet, Saint-Louis disposera d'une nouvelle station de traitement de l'eau potable, de réservoirs de stockage et d'un réseau de distribution étendu.

Kolda et Kaolack bénéficieront également de travaux similaires, avec à la clé un renforcement du réseau d'approvisionnement en eau et une amélioration de la qualité de l'eau potable pour les 634 000 habitants des trois villes. Ce projet, qui cadre avec les objectifs de l'initiative « Villes africaines durables », est essentiel. S'il n'y a pas d'eau dans les petites villes, leurs habitants migreront à la recherche d'une vie meilleure.

« Il est primordial d'investir dans les villes secondaires pour répondre à la demande croissante en eau et réduire les disparités », déclare Emmanuel Chaponniere, ingénieur principal à la BEI chargé du projet. Les prêts précédents à la compagnie des eaux du Sénégal se sont concentrés sur la capitale, Dakar.



Les prêts précédents à la compagnie des eaux du Sénégal se sont concentrés sur la capitale, Dakar

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE

“ **Toute cette souffrance appartiendra au passé grâce à la nouvelle station d'épuration.** ”

Abdou Diouf, directeur des travaux sur le terrain pour le compte de la Société nationale des eaux du Sénégal

Plus de soutien pour plus d'impact

Certaines personnes, comme Ouleymatou Diakhaté, comptent sur les vendeurs de bouteilles pour survivre. Mais celles qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille boivent l'eau des réservoirs, impropre à la consommation, ce qui ne fait qu'aggraver les problèmes de santé existants causés par les maladies transmises par l'air et par l'eau.

La subvention de 5,55 millions d'euros de l'Union européenne, mobilisée par la BEI dans le cadre de l'Équipe Europe, aidera la compagnie des eaux sénégalaise à accélérer la réalisation de ses 35 000 raccordements à l'eau potable subventionnés pour 350 000 bénéficiaires dans tout le pays. « Je suis tellement heureux que nous ayons pu amplifier l'impact du projet », explique Emmanuel Chaponniere.

Le prêt de la BEI et la subvention de l'Union européenne bénéficient en particulier aux femmes, car c'est à elles et aux filles qu'incombe généralement la collecte de l'eau, une tâche chronophage qui empiète sur les études ou sur une activité rémunératrice.

La chance d'être accompagnés par un partenaire solide

L'équipe de la Banque européenne d'investissement a approuvé ce projet concernant trois villes à distance et rapidement pendant la pandémie de COVID-19. Au mois d'octobre, 13,5 millions d'euros avaient déjà été décaissés.

« Nous avons pu accélérer l'instruction en nous appuyant sur cette relation étroite établie de longue date. Nous savions comment la compagnie des eaux fonctionnait, et ils nous connaissaient bien également », explique François-Xavier Parant. « Ce projet est notre cinquième avec la Société nationale des eaux du Sénégal depuis 1995. »

Au titre des mesures d'urgence prises en réaction à la pandémie, la BEI a financé, à titre exceptionnel, près de 90 % des coûts du projet, contre un maximum de 50 % habituellement. **Le financement supplémentaire de la Banque a permis à l'État sénégalais de libérer jusqu'à 34 millions d'euros pour la relance de l'économie à la suite de la crise causée par le COVID-19.**

« Nous avons eu la chance d'être accompagnés par un partenaire solide », se félicite Abdou Diouf.

DES GRAINS DE RIZ DURABLES

De nouvelles variétés de riz réduisent les émissions de carbone et facilitent le travail des agriculteurs

L'évolution du cycle des moussons en Inde bouleverse la culture de l'un des produits agricoles les plus importants du pays : le riz. Alors que, ces derniers mois, le centre et le sud de l'Inde ont subi des pluies torrentielles provoquant des inondations dans les États méridionaux du Kerala, du Karnataka et du Madhya Pradesh, les États de l'est et du nord-est du pays, tels que l'Uttar Pradesh, le Bihar et l'Odisha, ont connu des températures élevées et des précipitations insuffisantes. En conséquence, le ministère indien de l'agriculture s'attend à ce que la récolte de riz de cette saison baisse d'environ 6,77 millions de tonnes pour s'établir à 104,99 millions de tonnes.

Cependant, de nouvelles semences et des techniques de culture améliorées mises au point par SeedWorks, entreprise basée à Hyderabad, changent la donne. « Cette année, les vagues de chaleur ont détruit de nombreuses cultures en Inde », explique Sundar Raja Vadlamani, directeur de la chaîne d'approvisionnement chez SeedWorks. « Notre entreprise crée des plantes possédant des caractéristiques qui les rendent plus résistantes aux fortes chaleurs et fournissant des rendements beaucoup plus élevés. »

Mise à mal par la sécheresse, les inondations, la salinité et les températures extrêmes, la production de riz est victime des changements climatiques. Mais c'est aussi un contributeur majeur aux émissions de gaz à effet de serre, puisqu'elle représente environ 2,5 % des émissions induites par l'homme, à égalité avec le secteur aéronautique mondial. L'impact non négligeable de cet aliment de base sur le climat provient principalement de la façon dont il est traditionnellement cultivé. Les rizières inondées créent des conditions idéales pour les bactéries émettrices de méthane, un puissant gaz à effet de serre.

Les variétés de riz développées par SeedWorks ont besoin de moins d'eau, une ressource de plus en plus rare en Inde, où 600 millions de personnes sont confrontées à un stress hydrique extrême. Cette caractéristique, conjuguée à de nouvelles techniques que la société forme les agriculteurs à utiliser, se traduit par une culture plus durable ayant un impact climatique moindre.

SeedWorks estime qu'elle a contribué à l'économie de quelque 14 milliards de litres d'eau jusqu'à présent, en associant ses variétés de riz moins gourmandes en eau à un certain nombre d'initiatives de conservation du précieux liquide, notamment l'utilisation de compteurs et la collecte des eaux de pluie, et en formant les agriculteurs à optimiser leur consommation d'eau.

La société teste également une nouvelle méthode de plantation du riz à l'aide d'une machine qu'elle a mise au point pour semer les graines directement dans les champs, au lieu de commencer par les faire germer dans des pépinières – une innovation qui devrait permettre d'économiser beaucoup d'eau, selon elle.

Capital-investissement et riz durable

SeedWorks dispose d'installations de recherche-développement à Singapour et cherche à élargir son activité aux Philippines. Les projets de développement de l'entreprise sont soutenus par une société de capital-investissement axée sur le climat et la durabilité environnementale appelée GEF Capital Partners, présente en Inde, en Amérique latine et aux États-Unis. BEI Monde, la branche de la Banque européenne d'investissement spécialisée dans le développement international, a engagé 40 millions de dollars en 2022 dans le dernier fonds en date de GEF, après avoir investi plus de 25 millions de dollars dans un fonds antérieur en 2018.

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE

“ Les effets des changements climatiques ont tendance à frapper particulièrement durement les groupes vulnérables comme les familles à faible revenu et les femmes. De manière générale, toutes les contributions à la lutte contre la crise climatique ont aussi un impact positif sur ces groupes. ”

Raj Pai, associé gérant pour l'Asie du Sud chez GEF

« GEF a compté parmi les pionniers de l'investissement d'impact en matière climatique », explique Raj Pai, associé gérant pour l'Asie du Sud chez GEF. « Nous nous intéressons à différents domaines, des énergies renouvelables à l'eau, en passant par la sécurité alimentaire en Inde, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine depuis le début des années 90. »

Aujourd'hui, GEF surveille son impact sur les objectifs de développement durable des Nations unies – ainsi que ses rendements financiers – et n'investit que dans des entreprises dont les activités sont conformes à l'accord de Paris sur le climat. Dès lors, tous ses investissements sont compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Le groupe de capital-investissement a également souscrit au Défi 2X pour son nouveau fonds. Le Défi 2X entend mobiliser 15 milliards de dollars pour soutenir les entreprises qui permettent aux femmes des économies émergentes d'accéder à des postes de direction, à des emplois de qualité et à des produits et services qui améliorent leur participation économique et leur inclusion.

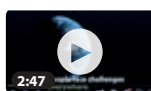
« Les effets des changements climatiques ont tendance à frapper particulièrement durement les groupes vulnérables comme les familles à faible revenu et les femmes », explique Raj Pai. « De manière générale, toutes les contributions à la lutte contre la crise climatique ont aussi un impact positif sur ces groupes. »

Impact de la banque de l'UE

Pour des fonds comme ceux de GEF, l'atout de la BEI, c'est qu'elle mobilise d'autres investisseurs qui, faute de quoi, ne se seraient sans doute pas lancés dans le secteur.

« La participation de la Banque européenne d'investissement à des fonds comme ceux de GEF attire d'autres investisseurs et catalyse des ressources du secteur privé dans des domaines où elles sont absolument indispensables, comme l'action pour le climat et la durabilité environnementale », déclare Sissi Frank Pérez, membre de l'équipe de capital-investissement de BEI Monde.

« Le capital-investissement peut également jouer un rôle unique et important sur les marchés émergents, non seulement en tant que source de capital », dit-elle, « mais aussi en tant que source d'expertise pour aider les entreprises à élaborer, institutionnaliser et adopter de bonnes pratiques sur les plans environnemental, social et de la gouvernance. »



BEI Monde

DES HÔPITAUX FLOTTANTS EN EAUX NOUVELLES

Tout le monde devrait avoir accès aux soins de santé, dicit Runa Khan. Son organisation, Friendship, fournit des médicaments et des vaccins et assure l'enseignement dans des régions reculées du Bangladesh

Lors d'un déplacement dans le Bangladesh rural pour promouvoir un projet dans le domaine de l'éducation, Runa Khan a rencontré des familles qui ne bénéficiaient d'aucun soin ni médicament. Elle a décidé de faire bouger les lignes pour l'ensemble de la communauté concernée.

« On ne commence pas par chercher à exercer un impact sur le monde entier », affirme Runa Khan. « Il faut commencer par se concentrer sur des personnes, par comprendre ce dont elles ont besoin et par leur apporter de l'aide avec amour. »

Toute sa vie, Runa Khan a essayé de changer la société pour l'améliorer. L'un de ses projets sociaux les plus satisfaisants a été mis à flot lorsque le marin français Yves Marre est arrivé au Bangladesh en 1994 en convoyant une péniche retirée de la circulation pour en faire don à une œuvre caritative. In fine, ce bateau a permis à des millions de personnes d'obtenir de meilleurs soins de santé et a représenté la première étape de la fondation de Friendship, une organisation à vocation sociale employant plus de 4 000 personnes et comptant cinq entités dans le monde.

La Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 250 millions d'euros pour soutenir l'approvisionnement du Bangladesh en vaccins et la campagne nationale de vaccination contre le COVID-19. Aujourd'hui, grâce à ce soutien et à cette aide, des millions de Bangladais ont été vaccinés et ont reçu de meilleurs soins de santé par l'intermédiaire de Friendship.

« En coopérant avec Friendship, nous pouvons renforcer notre impact sur le terrain et parvenir à un développement durable et inclusif », déclare Katrin Bock, chargée de prêts à la BEI et responsable des investissements au Bangladesh. « Nous considérons notre partenariat comme un modèle pour les investissements dans le secteur de la santé et les projets liés au COVID-19. »

Vivre avec les inondations au Bangladesh

Le Bangladesh est une terre de rivières et près de 75 % du pays se situe en dessous du niveau de la mer. Les caractéristiques géographiques du pays le rendent sujet à des inondations fréquentes et graves.

Les quatre millions de personnes vivant sur les chars, les îles fluviales mouvantes du Brahmapoutre, sont particulièrement vulnérables. Chaque fois qu'il y a une inondation, ces îles s'effondrent et disparaissent, forçant la population à tout laisser derrière elle et à migrer vers une nouvelle terre. Les changements climatiques aggravent ce problème. « J'ai croisé des personnes qui avaient changé de domicile plus de quarante fois dans leur vie », déplore Runa Khan.

Grâce à ses deux hôpitaux flottants et à un autre établissement construit à terre, Friendship fournit des soins de santé aux habitants des chars et à ceux de la ceinture côtière du Bangladesh. Cette prise en charge se traduit, à titre gratuit, par la réalisation d'opérations ou d'examens médicaux ou par la fourniture de médicaments ainsi que de soins pédiatriques, gynécologiques, dentaires et oculaires.

RELATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE



On ne commence pas par chercher à exercer un impact sur le monde entier. Il faut commencer par se concentrer sur des personnes, par comprendre ce dont elles ont besoin et par leur apporter de l'aide avec amour. //

Runa Khan, fondatrice de Friendship

Pour veiller à ce que personne ne soit laissé sans assistance, Friendship a également mis en place un réseau de cliniques satellites mobiles et fixes, dans lesquelles intervient du personnel de santé formé, issu des communautés locales. « Si vous ne possédez pas de bateau, il est très difficile d'accéder aux soins », explique Runa Khan. « Notre système de santé s'inspire des besoins de la population. »

Couvrir le dernier kilomètre jusqu'aux vaccins

Le Bangladesh fait à peu de chose près la taille de la Grèce, mais sa population est 16 fois supérieure. Lorsque la vague de COVID-19 a déferlé, se faire vacciner représentait le seul moyen de poursuivre une vie normale en conjurant la menace d'une maladie mortelle.

Friendship a joué un rôle majeur dans l'acheminement des vaccins vers les personnes vivant dans des zones reculées. L'organisation a mené des campagnes de sensibilisation pour promouvoir la vaccination et a soutenu son déploiement dans les régions éloignées, par exemple en facilitant l'enregistrement des patients et en contribuant à leur transport vers les centres de vaccination.

Début juin 2021, moins de 4 % de la population bangladaise avait reçu deux doses de vaccin. Aujourd'hui, grâce à l'aide de Friendship, le Bangladesh a entièrement vacciné plus de 70 % de sa population.

Donner aux communautés les moyens d'agir

Le Bangladesh est aux avant-postes de la lutte contre les changements climatiques. En 2022, le pays a connu des inondations historiques qui ont fait perdre la vie à plus de 100 personnes et ont perturbé l'existence de sept millions d'autres. Cependant, l'impact du dérèglement climatique devrait s'aggraver considérablement au cours de la prochaine décennie.

« Partout dans le monde, il faut que les gens prennent conscience que les crises ponctuelles s'inscrivent dans le défi plus large que sont les changements climatiques. Tout en œuvrant à protéger nos populations et nos pays contre le COVID-19, nous devons également réfléchir à la façon de leur donner des moyens de mieux faire face aux crises futures », soutient Runa Khan.

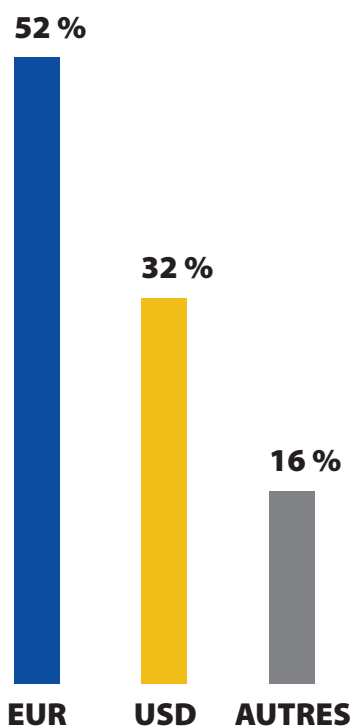
C'est pourquoi l'action de Friendship s'étend bien au-delà des soins de santé. L'organisation à vocation sociale travaille sur l'action pour le climat et l'adaptation aux effets des changements climatiques, la préservation de la culture, le développement économique, la citoyenneté inclusive et l'éducation. Par exemple, elle dispense une formation médicale et une éducation primaire et secondaire à des milliers de personnes vivant sur les chars, dont des femmes et des migrants.

« Il n'y a pas de solution toute faite, il faut procéder par étapes. L'argent est un outil, la technologie en est un autre », conclut Runa Khan. « Si vous éduquez un seul village, vous pouvez métamorphoser toute l'île. »

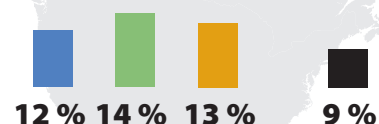
L'ORIGINE DES FONDS DE LA BEI

En 2022, la Banque européenne d'investissement, première institution financière multilatérale au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts, a levé 44,3 milliards d'euros sur les marchés internationaux des capitaux, dont 19,9 milliards d'euros sous forme d'obligations vertes ou durables. Les émissions de la Banque touchent des investisseuses et des investisseurs qui n'engageraient habituellement pas de ressources en Europe, mais qui, in fine, contribuent indirectement à des projets européens en souscrivant les obligations de la BEI.

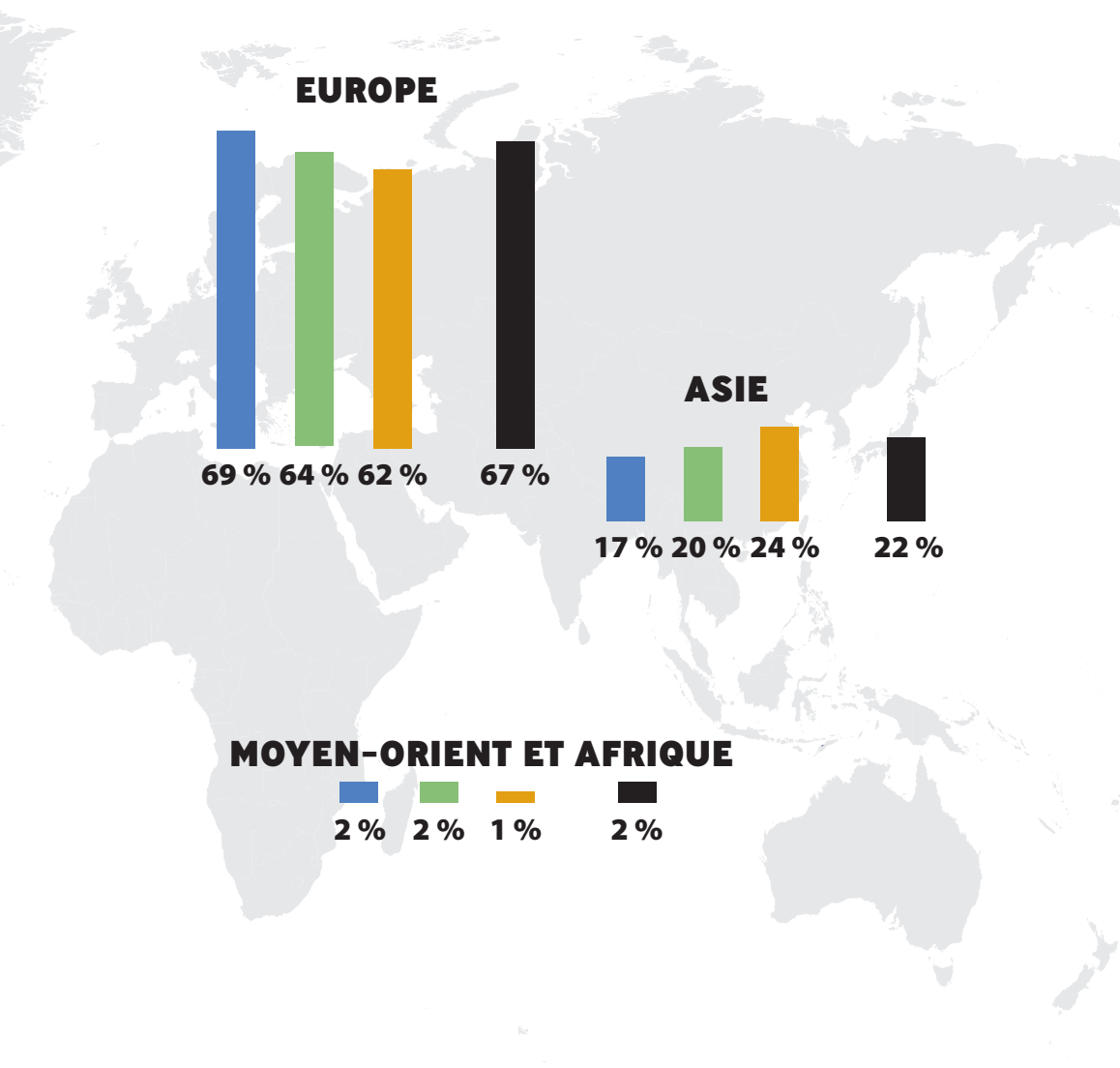
ÉMISSIONS PAR MONNAIES



CONTINENT AMÉRICAIN



La Banque a émis des obligations dans 17 monnaies, la majorité des fonds ayant été levés dans les grandes monnaies que sont l'euro et le dollar des États-Unis. La diversité des sources et des durées confère de la souplesse à la stratégie de la Banque en matière de collecte de ressources. Le recours à de multiples devises permet également à la BEI d'accéder à des monnaies locales pour ses décaissements.



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ Obligations climatiquement responsables et obligations pour le développement durable en 2022

LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTIVITÉ 2023-2025 DU GROUPE

- **Intensifier l'aide pour l'Ukraine et mettre l'accent sur l'autonomie de l'UE après l'invasion russe**
- **Faciliter l'abandon des combustibles fossiles et soutenir les régions qui dépendent du charbon et du pétrole**
- **Appuyer des investissements verts et numériques plus risqués**
- **Mettre davantage l'accent sur le développement dans le monde entier par l'intermédiaire de BEI Monde**
- **Mettre en avant de nouvelles priorités en matière de conseils, d'innovation et de technologie**
- **Accroître les prêts aux petites entreprises dans le domaine de l'action pour le climat et de la durabilité**

L'agression militaire contre l'Ukraine nous incite à accélérer l'action climatique et les projets qui renforcent l'indépendance de l'Europe. Une partie de cette nouvelle impulsion prend la forme du plan REPowerEU, qui vise à affranchir l'Europe de sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz russes. Nous apporterons tout notre soutien à ce programme d'indépendance énergétique de la Commission européenne.

Le Groupe BEI augmentera le financement de la transition juste vers des économies vertes en aidant davantage de régions qui dépendent fortement du charbon et du pétrole. Une transition juste signifie que nous aiderons les régions qui peinent le plus à trouver de nouvelles activités vertes et que nous fournirons plus de formations pour aider les travailleurs à se reconvertir.

L'un des principaux objectifs du Fonds européen d'investissement pour la période 2023-2025 sera d'accroître sa contribution à l'action pour le climat et à la durabilité environnementale. Cela passera notamment par le financement de formations techniques pour les petites entreprises et un soutien aux investisseurs providentiels, fonds de capital-risque et fonds de capital-investissement. Les garanties de prêts que le FEI octroie à d'autres établissements de crédit libéreront des fonds pour aider un large éventail de jeunes pousses et de petites entreprises. Entre 2023 et 2027, dans le cadre de REPowerEU, le FEI mettra à disposition des institutions financières 3 milliards d'euros d'investissements en fonds propres pour l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'innovation verte.

À l'extérieur de l'Europe, BEI Monde aidera un plus grand nombre de régions à produire de l'électricité verte, à fournir de l'eau potable, à construire des stations d'épuration modernes, à améliorer la fourniture de soins de santé et à lutter contre la propagation des maladies infectieuses. Elle s'attachera à renforcer le financement de l'action climatique en Asie et en Amérique latine.

Les services de conseil monteront en puissance afin d'offrir une assistance technique plus large qui accélère les investissements dans des projets prioritaires. Ils mettront l'accent sur le soutien aux projets durables sur le plan environnemental et sur la mise en œuvre de la Feuille de route de la banque du climat. Cette feuille de route décrit les objectifs climatiques du Groupe BEI pour la période 2021-2025. Pour tenir ces promesses en matière de protection du climat, il faudra prendre plus de risques et financer des projets plus avancés sur le plan technologique, ce qui permettra d'accroître l'impact de la Banque.

La version complète du Plan d'activité 2023-2025 peut être consultée à l'adresse
www.eib.org/en/publications

GOVERNANCE

La BEI est à la fois un organe de l'UE, responsable devant les États membres, et une banque qui se conforme aux meilleures pratiques bancaires applicables en matière de prise de décision, de gestion et de contrôle.

Le **Conseil des gouverneurs** se compose des ministres désignés par chacun des 27 États membres, généralement les ministres des finances. Les gouverneurs définissent les orientations de la politique de crédit de la Banque et, une fois par an, approuvent les comptes annuels. Ils décident des augmentations de capital et de la participation de la BEI à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union européenne. Par ailleurs, ils nomment les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

Le **Conseil d'administration** prend les décisions relatives aux prêts, aux programmes d'emprunt et aux autres questions de financement. Il se réunit dix fois par an pour veiller à la bonne administration de la Banque dans le respect des traités de l'UE, des statuts propres de la BEI et des orientations générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il se compose de 28 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des États membres et par la Commission européenne. Il compte également 31 administrateurs suppléants. Afin d'élargir les compétences professionnelles disponibles au sein du Conseil d'administration, ce dernier peut coopter six experts qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire prévue dans les statuts, les décisions sont prises à une majorité représentant au moins 50 % du capital souscrit par les États membres et au moins un tiers des membres ayant droit de vote. Le Conseil d'administration est présidé par le président de la Banque, sans droit de vote.

Le **Comité de direction** est l'organe décisionnel résident de la Banque. Il assure la gestion des affaires courantes de la BEI et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il assure ensuite l'exécution. Il se réunit une fois par semaine. Le Comité de direction travaille sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration. Ses huit autres membres sont les vice-présidents de la BEI. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans au maximum et ne sont responsables que devant la Banque.

La Banque est dotée d'un **Comité de vérification** indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs. Il est chargé de contrôler les comptes de la BEI et du Groupe BEI, de vérifier chaque année la régularité des opérations et de la tenue des livres de la Banque et de vérifier la conformité des activités de la Banque avec les meilleures pratiques bancaires. Le rapport annuel du Comité de vérification pour chaque exercice, accompagné de la réponse du Comité de direction, est soumis au Conseil des gouverneurs. Le Comité de vérification est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs.

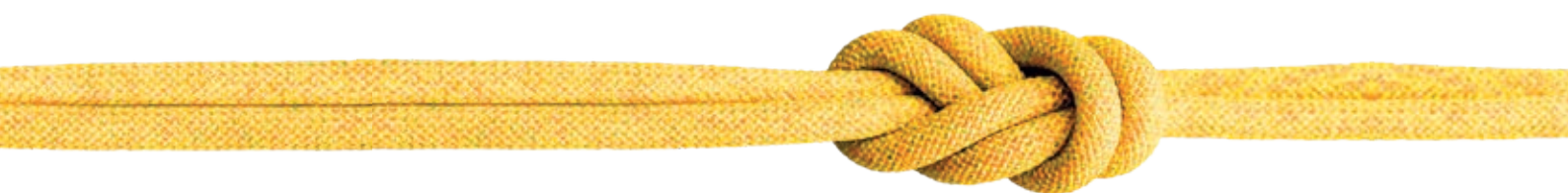
**La Banque européenne d'investissement est la banque européenne du climat.
Pour en savoir plus sur ce domaine d'activité :
Action pour le climat et durabilité environnementale (www.eib.org/climate)**

**La Banque européenne d'investissement se tient aux côtés de l'Ukraine.
Pour en savoir plus :
La BEI aux côtés de l'Ukraine (www.eib.org/standwithUkraine)**

**Nos projets changent la donne dans tous les secteurs de l'économie mondiale.
Découvrez comment :
Tous les projets – Financement et impact dans le monde entier
(www.eib.org/projects/all)**

UNE EUROPE SÛRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



**Banque européenne
d'investissement**

pdf: ISBN 978-92-861-5412-6

FR 03/2023